

RÉGRESSION SOCIALE, LOIS RACISTES, PROJETS ÉCOCIDES

STOPPER CE POUVOIR VIOLENT ET ILLÉGITIME

Dossier

LOGEMENT

Pages 6 et 7

ÉDITO

Un régime autoritaire
et aux abois

Page 2

PREMIER PLAN

Mégabassines.
30 000 manifestantEs et une
répression féroce

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

USA. Les employéEs des écoles
de Los Angeles font grève et
obtiennent gain de cause

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Françoise Nay,
co-animatrice de Notre santé
en danger

Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Un régime autoritaire et aux abois

Le bilan de la répression par les gendarmes de la manifestation de Sainte-Soline est encore provisoire. Plus de 200 blessés, dont plusieurs dizaines de blessures graves et, à l'heure où nous écrivons, deux manifestants dans le coma. Un bilan humain qui donne une idée des violences qui se sont abattues sur les manifestantEs, commises pour protéger... un grand trou dans un champ. La répression de la manifestation écologiste de Sainte-Soline s'est déroulée dans le contexte d'un durcissement de la répression contre le mouvement contre la « réforme » des retraites : violentes interventions des BRAV-M, œil arraché pour un camarade cheminot de Sud-Rail lors de la manifestation du 23 mars, usage des lacrymos et canons à eau dans de nombreuses villes comme Paris, Nantes ou Rennes.

Nous avons souvent eu l'occasion de dénoncer le cours autoritaire de la macronie, entre autres et notamment lors du mouvement des Gilets jaunes, qui se confirme malheureusement ces dernières semaines. A fortiori depuis son passage en force sur la contre-réforme des retraites, ultra-minoritaire dans le pays et minoritaire à l'Assemblée. Pour faire face à la crise politique, Macron ne peut plus compter que sur les aspects les plus anti-démocratiques des institutions de la 5^e République et sur les forces de répression.

Mais ça ne passe pas. Même si les éditorialistes de garde et les « experts » qui hantent les plateaux télé et les stations de radio tentent toujours de faire le service après-vente du ministère de l'Intérieur, la question des violences policières est bel et bien installée dans le débat public. Nous sommes de plus en plus nombreuses et nombreux à affirmer haut et fort que la police blesse, mutile, tue, et que face à cette violence nous ne nous inclinons pas, nous ne nous taisons pas, et nous n'arrêterons pas de nous mobiliser. Mardi 28 mars, à l'Assemblée nationale, Darmanin plastronnait en affirmant son intention de dissoudre les Soulèvements de la terre, co-organisateurs de la manifestation de Sainte-Soline. Pour nos retraites, pour nos libertés démocratiques, pour la planète, l'épreuve de force se poursuit, et nous entendons la mener de la façon la plus déterminée et large possible : contre Macron et Darmanin, contre les violences policières et judiciaires, pour nos camarades blessés, nous ne lâcherons rien !

BIEN DIT

Ce passage en force du 49-3 est insupportable. On voit bien à quel point ce sont des mensonges. C'est tout simplement parce qu'on veut privatiser la santé, on veut que les gens payent pour avoir une mutuelle. Retirez cette réforme !

LAURE CALAMY (actrice), France 2, 25 mars 2023.

À la Une

RÉGRESSION SOCIALE, LOIS RACISTES, PROJETS ÉCOCIDES

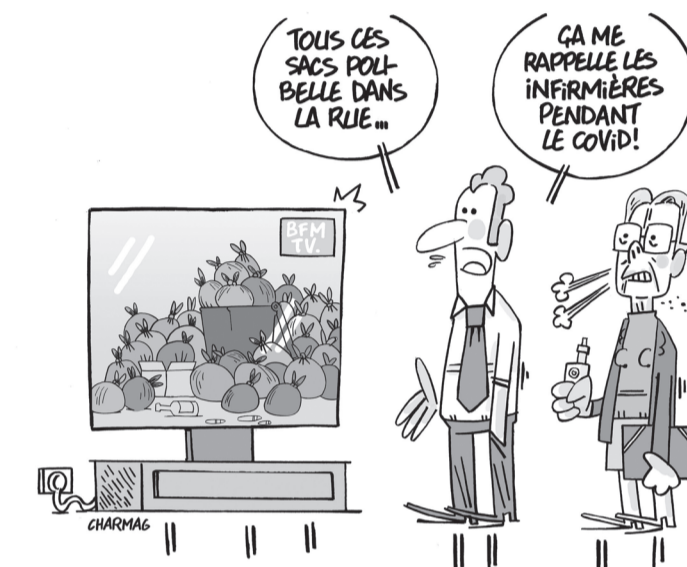
Stopper ce pouvoir violent et illégitime

Vendredi 24 mars, le président Macron s'empressait d'annuler la visite de Charles III en France, en raison des grèves et notamment de celle des salariéEs du Mobilier national. Un indice, parmi bien d'autres, de la fragilité du pouvoir alors que la mobilisation pour défendre nos retraites se poursuit depuis plus de deux mois.

Après l'usage du 49.3, l'illégitimité et l'arrogance de Macron ont suscité tant de colère que, le jeudi 23 mars, ont défilé dans bien des villes les plus grosses manifestations depuis janvier. Depuis, il a envoyé son fidèle lieutenant Darmanin au-devant de la scène. Quand la légitimité manque, il reste à l'État la force... Et Darmanin l'a montrée au-delà de toute espérance !

Scènes de guerre à Sainte-Soline

La veille de la manifestation à Sainte-Soline le 25 mars, ce dernier prédisait des violences pour le lendemain. Devin le ministre de l'Intérieur ? Pyromane, plutôt. Dans les champs du Poitou, où des milliers de gendarmes défendaient un trou inutile et dangereux, se cristallisait le conflit qui oppose « la foule » au projet politique de Macron et de son gouvernement qui va donc jusqu'à protéger avec des armes de guerre les intérêts privés de l'agrobusiness contre celles et ceux qui défendent le bien commun, la répartition des richesses et la retraite par répartition. Malgré le déluge de grenades, il n'a échappé à personne que, le même jour, des manifestations réussies en défense des sans-papiers et contre le projet Asile immigration « dite loi Darmanin-Dussot » avaient lieu dans de nombreuses villes. Réussies et déterminées, à l'image de la nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle du 28 mars. Et cela en dépit des intimidations de Darmanin qui annonçait un dispositif de maintien de l'ordre « inédit » ! Quant à ses allégations



menongères à propos du matériel utilisé pour défendre ses bassines, elles sont destinées... à la frange de la société qui le soutient, sans doute les mêmes qui huent le musicienEs en lutte à l'Opéra de Lyon !

La fracture est totale

Pour la 10^e journée de mobilisation, le 28 mars, la contestation reste à un niveau très élevé. Les jeunes, déterminés et joyeux, prennent désormais une part grandissante dans les cortèges et viennent participer aux blocages. Et si les secteurs les plus en pointe dans la grève, comme les éboueurs de Paris, ont besoin de renfort, il ne fait aucun doute que la détermination reste grande : blocage de rocade à Rennes, péage gratuit sur le viaduc de Millau... et les manifestations sont toujours très nombreuses.

Si le retrait de la réforme des retraites reste l'objectif des manifestantEs

qui ont expérimenté leurs forces d'organisation et de blocage, le mouvement social s'engage dans la voie d'une contestation plus globale. Comme au moment de la loi Travail ou lors des manifestations des Gilets jaunes, c'est l'ensemble de la politique du gouvernement qui est dénoncée. Une politique au service des riches, des puissants, des projets écologiques et des discriminations envers les étrangerEs.

Médiation, RIP et mobilisation

Le mouvement entre dans une nouvelle phase, et Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, ne s'y est pas trompé. En proposant au gouvernement une « médiation pour trouver une voie de sortie », il entend rester dans les lignes habituelles de la contestation sociale et de la négociation. Las, ce gouvernement nous fait la guerre ! Et Olivier Véran, droit dans ses bottes,

n'entend pas discuter autre chose que l'application de la loi. Tout juste concède-t-il qu'il est possible d'en discuter pendant son examen par le Conseil constitutionnel. Une autre illusion serait de croire que le Conseil constitutionnel pourrait censurer la réforme... qui, au mieux, reviendrait dans quelques mois sous une autre forme ! Quant au référendum d'initiative partagée, il pourrait certes servir de tremplin pour une campagne, mais son issue offre peu de garantie... notamment face à ce gouvernement qui n'hésite pas à subvertir les procédures constitutionnelles à son profit.

Toujours plus de raisons de lutter

À n'en pas douter, nous avons dans les semaines qui viennent toujours plus de raisons de nous mobiliser : pour nos retraites, nos salaires, nos services publics de santé et d'éducation, contre les violences policières, pour les droits des étrangerEs et contre les projets écologiques.

Et, nous aurons aussi à gagner à nos combats la majorité des travailleurEs qui soutiennent le mouvement social sans l'avoir à ce jour rejoint en pratique. Dans la perspective du 6 avril, date annoncée par l'intersyndicale, il va falloir continuer d'organiser et de développer la riposte, discuter dans les quartiers, les rues et les champs... afin d'arrêter ce gouvernement, de mettre en œuvre la vraie démocratie, celle de la rue, en posant la question de nous doter de structures et d'un pouvoir réellement au service du monde du travail et d'un projet écosocialiste !

Fabienne Dolet

ANTIRACISME À Mayotte, Darmanin rafle et déporte en masse

Darmanin et Macron ont choisi Mayotte, le « département » le plus pauvre (à 8000 km de la métropole !) pour frapper les esprits en mettant en scène l'application de leur loi sur l'immigration.

Une armada de 400 gendarmes va y être envoyée en renfort à partir du 20 avril pour détruire à coups de bulldozer plus de 1000 bangas (baraquas des bidonvilles de l'île) où vivent 30% de la population sans-papiers ou non, jetant à la rue au moins 5000 personnes. Des « décasages » entrepris depuis plusieurs années par les préfets successifs avec l'aide de milices et qui ont fait déjà 8000 sans-abris. En même temps,

l'objectif affiché est d'expulser en dix jours 3000 personnes, essentiellement comorienEs. Une vaste opération de chasse aux pauvres et aux sans-papiers — rien moins que des rafles et déportations (dont le colonialisme français est familier) ! Et c'est un encouragement aux menées pogromistes d'une partie de la population mahoraise dont le député LIOT (Libertés, indépendants, outre-mer et territoires) Estelle Youssoufa est la porte-parole à l'Assemblée nationale.

Mayotte ou le naufrage mortifère de la France coloniale

Se maintenir dans cette partie du monde — un verrou stratégique sur la route du Cap par laquelle passe le pétrole du Moyen-Orient vers l'Occident — est un enjeu crucial pour la France en plus de la jouissance d'une zone d'économie exclusive (ZEE) de 74 000 km² dans l'océan Indien. Une manne qui justifie tous les coups tordus. Instrumentalisation des vieilles divisions entre les îles, référendum

truqué de 1975 (qui, au profit de la France, a permis la séparation de Mayotte des autres îles des Comores), instabilité politique entretenue dans les Comores indépendantes (via ses mercenaires comme Bob Denard) : le colonialisme français n'a fait que semer misère et mort. Loin de ce que les Mahorais pouvaient espérer de la départementalisation en 2011. Comme l'a dit Mabadi Ahmedali, président du CDISCOM (Collectif de défense de l'intégrité de la souveraineté des Comores), « la France veut bien que Mayotte soit française mais pas que les Mahorais soient Français ». L'île est ravagée par le désespoir et la misère : 80% de la population en dessous du seuil de pauvreté ; une jeunesse sans avenir ; des services publics en berne, etc. Pour parfaire son œuvre mortifère, en 1995 l'État français a construit un mur artificiel entre Mayotte et le reste des Comores

Un monde à changer

L'EXTRÊME DROITE TERRORISTE.

Le 22 mars tôt le matin, à Saint-Brévin au sud de la Bretagne, les voitures du maire ont été incendiées et sa maison attaquée par le feu. Monsieur le maire (sans étiquette), Yannick Morez, et son conseil municipal avaient unanimement exprimé par un vœu leur soutien à l'installation d'un CADA (centre d'accueil pour demandeurEs d'asile).

Depuis le 15 octobre 2022, quand la manifestation «pro-CADA» a contré celle d'extrême droite, les messages racistes et de menaces n'ont cessé de viser les éluEs de la commune. Comme à Callac, où les éluEs ont abandonné le projet d'accueil de

réfugiéEs. À Saint-Brévin le 25 février, nous étions environ 1200 personnes avec notre pôle NPA en manifestation pour soutenir le projet de redéploiement du CADA et la mairie. L'après-midi, les fascistes de Reconquête — Collard annoncé s'est décommandé — et les intégristes habillés en Chouans et agenouillés — protégés par les flics — ont fait leurs incantations couvertes par les antifa. Souhaitons que cette protection d'État n'aille pas jusqu'à l'impunité pour les auteurs des actes terroristes contre le maire. La commune ne lâche pas le projet.

Les violences d'extrême droite se développent dans une situation politique

marquée par l'autoritarisme du gouvernement. Ailleurs des agressions ont lieu : attaque de locaux syndicaux et de gauche à Chambéry dans la nuit du 6 au 7 mars (voir *L'Anticapitaliste* n° 653). La haine déversée à Callac a atteint à Carhaix le journal *le Poher* (voir *L'Anticapitaliste* n° 651).

À Saint-Nazaire, nous n'oublions pas l'assassinat de Jacques Leparoux, agent technique du syndicat intercommunal de la presqu'île guérandaise le 24 novembre 2000 à La Baule. Le colis piégé était destiné au député UMP Christophe Priou, contre lequel Philippe Rivet, reconnu coupable de l'attentat meurtrier depuis, voulait se présenter aux cantonales de 2001. Rivet avait été, entre autres, militant au FNJ.

Pour être précis, ce qui a surtout marqué les esprits, c'est l'énorme répression mise en place pour empêcher quiconque d'entrer sur la bassine de Sainte-Soline. Darmanin avait annoncé qu'il y aurait des violences... Il avait alors tout prévu pour : des milliers de flics (3200 annoncés), des hélicoptères, des chevaux, des moto-cross, des canons à eau et même une flopée de quads... Des milliers de grenades lacrymogènes, de grenades de désencerclement et de GM2L (lacrymogènes et assourdissantes classées A2 c'est-à-dire « matériel de guerre ») ont été lancées sur les manifestantEs, y compris sur les éluEs cherchant à protéger et évacuer les blEsséEs.

Ils cherchent à tuer

La question mérite d'être posée : lorsque l'on utilise des armes de guerre, que l'on cherche à blesser gravement, puis que l'on bloque les secours comme le relatent les observateurs de la Ligue des droits de l'Homme, que cherche-t-on à faire concrètement ? 200 blesséEs ont été recensés par le collectif organisateur et nous pouvons penser qu'il y en a eu beaucoup plus car de nombreuses personnes se soignent elles-mêmes ! Le plus dramatique, c'est que des camarades de lutte sont entre la vie et la mort au moment où ces lignes sont écrites. La police tue, le gouvernement tue. Ils tuent pour protéger un monde où une classe sociale se goinfre au détriment de la grande majorité de la population et de la nature.

MÉGABASSINES 30 000 manifestantEs et une répression féroce

Le week-end de mobilisation des 24, 25 et 26 mars dans le Poitou a été marqué par l'immense manifestation du samedi qui a rassemblé 30000 personnes d'après les organisateurs.



Une mobilisation réussie

Malgré ces violences policières, ces trois jours ont été un succès pour la mobilisation. Des ateliers, des débats — avec des salles remplies — ont été organisés sur de nombreux thèmes autour de l'eau et avec des points de vue du monde entier (Chili, Italie...). Le nombre de participantEs à la manifestation est quatre fois supérieur à

celle d'octobre à Sainte-Soline. Il y avait une proportion de jeunes très importante. La Confédération paysanne était extrêmement bien représentée, avec de nombreux drapeaux et un convoi de tracteurs mettant les paysanEs en lumière le vendredi après-midi entre Lusignan et Vanzay. Le NPA était évidemment de la partie, avec une délégation locale conséquente

(Charente, Vienne, Deux-Sèvres), mais aussi des camarades venuEs des quatre coins de la France (Paris, Bordeaux, Nantes, Rennes, Quimper, Toulouse, Lille, Tours...). Nos porte-parole Philippe Poutou et Christine Poupin avaient fait le déplacement. Nous avons pu aller jusqu'aux abords de la bassine où notre cortège a tenu bon pendant très longtemps face au déferlement de grenades en tous genres...

La lutte continue

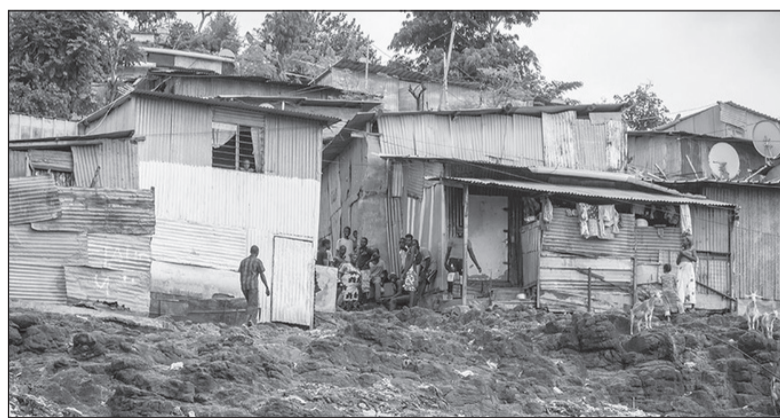
Comme avec sa contre-réforme des retraites, le gouvernement n'entend pas la contestation et décide de passer en force, en allant jusqu'à une répression hors du commun, pas vue en France depuis très longtemps. Nous qui avons participé, nous vivons et traversons des sentiments divers. Nous sommes choquéEs de ce que nous avons subi et tristes de voir des camarades de lutte dans des états graves. Nous sommes en colère contre ce pouvoir et ce système. Et nous sommes déterminéEs à les faire reculer. Pour cela, il faut reprendre la rue, reprendre les champs, et nous serons là, encore et toujours, « contre les méga-bassines et leur système écocide, même si Macron le veut pas, nous on est là ! »
Alexandre Raguat

avec le visa Balladur qui a mis fin à la libre circulation ancestrale entre les îles et a fabriqué des milliers de sans-papiers et de sans-droits sur leur propre territoire. Un terrible bilan qui continue à s'alourdir : 30 000 morts noyés dans le détroit des Comores pour rejoindre Mayotte. Car, îlot de pauvreté dans un océan de misère, Mayotte est cependant 13 fois plus riche que l'ensemble des Comores où 42% de la population vit dans une misère extrême.

Mayotte ou le laboratoire des mesures d'exception

Pour Darmanin, le problème de Mayotte ce sont l'immigration clandestine et la délinquance, et la solution c'est la répression. Une politique qui encourage une guerre des pauvres contre les pauvres pour cacher la responsabilité de la France coloniale. Une politique qui alimente un climat

délétère favorable à l'extrême droite. Le Pen a obtenu 66% des voix aux dernières présidentielles et est venue en personne soutenir les groupes xénophobes anti-ComorienEs qui ont bloqué pendant 6 mois l'accès au local de la Cimade sans réaction des autorités ! Une répression de longue date qui fait d'un « département français » un laboratoire des mesures d'exception que Darmanin rêve d'appliquer en métropole. Les atteintes aux droits humains sont légion à Mayotte. Ainsi, la loi Darmanin pourra s'appliquer sur ordonnance à Mayotte sans passer par le vote du Parlement. Profitant des « décasages » sans relogement, la préfecture refuse de renouveler les titres de séjour pour « défaut de domiciliation ». Toutes les maigres mesures de protection concernant le droit des étrangerEs et des demandeurEs d'asile sont



foulées au pied : mesures expéditives quotidiennes de reconduite à la frontière ; demandeurEs d'asile laissés à la rue sans ressources ; enfants systématiquement enfermés en centre de rétention ; mineurEs isolés — légalement inexpulsables parce que sans famille — rattachéEs arbitrairement

par la police à des adultes (qui leur sont inconnus) afin de pouvoir les expulser en tant que membres d'une même famille... Impérialisme français hors de Mayotte et des Comores ! Bas les pattes devant les peuples colonisés !
Josie Boucher

Le chiffre 900

C'est le nombre de personnes qui, depuis le 16 mars 2023, « ont été interpellées et placées en garde à vue dans le cadre de manifestations à Paris. [...] La grande majorité de ces personnes ont bénéficié d'un classement sans suite. »

Tribune collective d'avocats contre le recours aux arrestations préventives et arbitraires publiée dans *le Monde*, le 27 mars 2023.



Agenda

Samedi 1^{er} avril, manifestations logement. À Paris, 15 h, Bastille. À Saint-Denis, 13 h parvis de la Mairie. À Bayonne, 15 h, sous-préfecture (voir dossier p. 6-7).

Dimanche 2 avril, manifestation pour la libération de Georges Abdallah. À Paris, à 14 h, place des Fêtes.

Mardi 4 avril, meeting du NPA avec Olivier Besancenot, Strasbourg. À 19 h, au FEC, 17, place Saint-Étienne.

Mardi 11 avril, projection-débat du film *Il nous reste la colère* en présence de Philippe Poutou, Saint-Denis de la Réunion. À 17 h 30, au ciné Lacaze. Tarif unique 8 euros.

Samedi 15 avril, fête anticapitaliste avec Olivier Besancenot, Rennes.

De 15 h à 21 h, salle Carrefour 18, 7, rue d'Espagne, métro H. Fréville. À 15 h : Rencontre/débat sur la question des luttes et de la grève féministes avec Aurore Kœchlin, militante féministe et autrice de *La révolution féministe*. À 18 h : Meeting en présence d'Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, et de plusieurs invitéEs.

NO COMMENT

Emmanuel Macron réussit, il est jeune, il est diplômé, il est riche... Bon voilà, ça c'est quelque chose qui, naturellement, peut énerver les gens. Il faut considérer que c'est irrationnel, mais ça existe.

NATHALIE SAINT-CRICO, cheffe du service politique de France 2, 23 mars 2023.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org 6 500 exemplaires

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN : 2269-3696

Commission paritaire : 0419 P 11508

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage : 6 500 exemplaires

Directeur de publication : Julien Salingue

Secrétaire de rédaction : Fabienne Brifault

Maquette : Ambre Bragard

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉCOLOGIE Crise de l'eau : une conférence mondiale mais surtout pas de décision !

L'ONU organisait du 22 au 24 mars une conférence mondiale pour proposer des solutions « révolutionnaires » (sic) à la crise mondiale de l'eau douce.

La dernière conférence de ce type datait de 1977, 46 ans ! L'occasion de multiples cris d'alarme sur le danger imminent et de déclarations de bonnes intentions. Quant aux actes : rien !

Une situation d'ores et déjà dramatique...

Si la crise de l'eau est mondiale, la répartition de sa consommation donne une bonne image des inégalités : la consommation domestique moyenne par personne et par jour est de 20 litres au Sénégal, 200 litres en Europe et 300 aux États-Unis. Selon l'ONU, 2,3 milliards d'habitants vivent dans des pays en situation de stress hydrique et deux milliards d'entre eux n'ont pas accès à l'eau potable.



WIKIMEDIA COMMONS

En outre, près de la moitié de la population mondiale ne dispose pas de toilettes, latrines ou autre système d'assainissement correct. Au moins 2 milliards d'êtres humains n'ont accès qu'à une eau contaminée, qui les expose au choléra, à la dysenterie, à la typhoïde, à la poliomyélite... Selon l'ONG Action contre la faim, « sur le continent africain, 27% de la mortalité infantile sont encore liés aux maladies hydriques ».

La crise de l'eau a un effet direct sur la santé, sur la production agricole et sur la capacité de se nourrir, elle provoque aussi de nombreux conflits comme entre l'Égypte et l'Éthiopie, entre l'Inde et le Pakistan ou au Moyen-Orient.

... qui va encore s'aggraver

Les causes de cette crise se combinent et s'additionnent : demande croissante, pollution, réchauffement climatique.

L'agriculture et l'élevage industriels sont directement responsables et coupables tant de l'accaparement des ressources en eau (dont les mégabassines sont un exemple flagrant) pour le recours croissant à l'irrigation pour des monocultures souvent destinées à la nourriture animale, que de leur pollution par les traitements chimiques, pesticides et autres, ou encore de l'eutrophisation par l'utilisation massive d'engrais azotés, les élevages intensifs et la déforestation.

L'artificialisation des terres par et pour des infrastructures routières, des bétonnages et projets inutiles de zones commerciales et industrielles détruisent aussi la ressource en eau. Plus de 85% des zones humides ont été détruites. Il faut aussi ajouter les pollutions aux plastiques et médicamenteuses...

Enfin le changement climatique perturbe profondément le cycle hydrologique, provoquant de plus en plus de sécheresses et multipliant les inondations en particulier dans les zones tropicales.

Si les causes sont multiples, elles ont toutes en commun le productivisme capitaliste. Alors oui, il faut des réponses radicales à cette crise mondiale : faire de l'eau un bien commun inappropriable, transformer radicalement l'agriculture, rendre justice aux pays du Sud, sortir des énergies fossiles pour enrayer le changement climatique... Rien de tel à l'ordre du jour d'une conférence à l'issue de laquelle ne sont prévus ni accord ni traité (c'était la condition de la tenue de la conférence) et moins encore de décisions contraignantes pour les États et les capitalistes.

Commission nationale écologie

USA Les employéEs des écoles de Los Angeles font grève et obtiennent gain de cause

Les salariéEs du Los Angeles Unified School District — gardienEs, jardinierEs, chauffeurEs de bus, employéEs de cafétéria et assistantEs d'éducation spécialisée — ont fait grève pendant trois jours en mars et ont obtenu d'importants gains salariaux.

Les grévistes, 30 000 membres de la section 99 de l'Union internationale des employéEs de service (SEIU), ont également reçu le soutien de 35 000 membres du syndicat des enseignantEs de Los Angeles, qui ont refusé de franchir le piquet de grève. Le district a été contraint de fermer des centaines d'écoles accueillant quelque 422 000 élèves.

Augmentation de 30% des salaires

Les Angelinos (habitantEs de Los Angeles) pouvaient se reconnaître dans les grévistes. Les travailleurEs scolaires — un groupe ethniquement diversifié, composé de blancs, de noirs, de latinos et d'asiatiques — ont reçu le soutien de la plupart des parents et du grand public, qui ont reconnu qu'après trois ans de pandémie de Covid, deux ans de travail sans renouvellement du contrat d'entreprise et l'augmentation du taux d'inflation, les employéEs des écoles avaient besoin d'une augmentation de salaire. Le salaire de certainEs d'entre elles et eux était si bas qu'ils et elles n'avaient pas les moyens de payer leur loyer sur le marché immobilier onéreux de Los Angeles.

Face au blocage des négociations pour le renouvellement de leur contrat, la section locale 99 du SEIU a donc lancé une grève de trois jours — une démonstration de force. La brièveté de la grève a permis de ne pas trop perturber la vie des parents, ce qui a permis



DR

un soutien plus important aux grévistes. Pendant la grève, le district scolaire, les travailleurEs en grève et les enseignantEs ont fourni de la nourriture aux parents pour leurs enfants, dont 80% dépendent de l'école pour leur déjeuner quotidien. La ville a également ouvert 30 centres de loisirs proposant des services de garde gratuits pour les enfants âgés de 6 à 11 ans.

Peu après la grève, le district et le syndicat sont parvenus à un accord sur une augmentation de 30% des salaires, les faisant passer de 15 à 22 dollars de l'heure. Le salaire annuel moyen des travailleurEs passera de 25 000 à 33 000 dollars. Les travailleurEs recevront également un paiement rétroactif de 4 000 à 8 000 dollars, en fonction de la classification du poste et des années de service, ainsi qu'une

prime de 1 000 dollars pour chaque travailleurE employé en 2020. Enfin, les travailleurEs bénéficieront de prestations de soins de santé entièrement payées pour celles et ceux qui travaillent au moins quatre heures par jour.

Résurgence du mouvement syndical

La nouvelle maire démocrate progressiste de Los Angeles, Karen Bass (élue contre un autre démocrate, promoteur immobilier milliardaire), a fait pression sur le district pour qu'il négocie avec le syndicat et est intervenue elle-même dans les négociations. « Je suis reconnaissante que nous ayons pu trouver un accord pour aller de l'avant aujourd'hui », a-t-elle déclaré. « J'espère que c'est le début d'une nouvelle relation qui conduira à un district scolaire plus

ISRAËL/PALESTINE Pourquoi les PalestinienEs ne se joignent pas aux grandes manifestations anti-Netanyahou en Israël

Alors que Benjamin Netanyahou, confronté à une mobilisation massive en Israël, vient d'annoncer qu'il « suspendait » sa réforme anti-démocratique de la justice, nous publions un article du journaliste James North qui revient sur le traitement différencié, par la police israélienne, des manifestations en Israël.

Le *New York Times* n'explique pas pourquoi les PalestinienEs ne se joignent pas aux grandes manifestations anti-Netanyahou en Israël. Les médias américains ont omis un aspect essentiel des manifestations anti-Netanyahou : les différences choquantes de traitement des manifestations juives et palestiniennes par la police et l'armée israéliennes.

Dans une vidéo d'une des manifestations massives qui secouent le gouvernement israélien d'extrême droite à Jérusalem, notez la mer de drapeaux israéliens à l'arrière-plan, caractéristique des semaines de protestation. Regardez ensuite ce qui se passe lorsqu'une âme courageuse déploie un drapeau palestinien, peut-être pour tester la « démocratie » israélienne. Ses agresseurs ressemblent à une combinaison d'agents de sécurité et de passants. C'est un nouveau signe de l'apartheid israélien.

Différences choquantes

Dans la grande presse américaine, M. Netanyahou bénéficie de loin de la couverture la plus négative qu'un gouvernement israélien ait jamais reçue au cours de ma (longue) vie.



TWITTER/FADIAMUN

Mais jusqu'à présent, les médias américains passent (sans surprise) à côté d'un élément clé de l'histoire : les différences choquantes dans la manière dont la police et l'armée israéliennes traitent les manifestations juives et palestiniennes.

Un bref extrait du *New York Times* du jour (par Raja Abdulrahim) note que les citoyenEs palestiniens d'Israël « sont largement restés à l'écart » de la vague de protestation actuelle. Mais le bref mini-article affirme que le manque d'intérêt des PalestinienEs est dû au fait que « les manifestations ont ignoré des questions importantes pour eux, telles que la fin de l'occupation de la Cisjordanie ».

Répression monstrueuse contre les PalestinienEs

C'est sans doute vrai, mais c'est incomplet. Pour en savoir plus, il faut s'adresser à Odeh Bisharat, un Palestinien qui tient une chronique régulière dans le quotidien israélien *Haaretz*. Bisharat explique comment il s'est joint à une veillée en faveur de la démocratie (réunissant à la fois des JuifEs et des PalestinienEs) dans sa ville de Yafia. Il a analysé la manière dont les autorités israéliennes réagissent différemment selon les manifestantEs.

Ainsi, jeudi dernier, des manifestantEs majoritairement juifs ont

fort et à un meilleur avenir pour ses travailleurs et ses élèves dans les années à venir ».

La victoire des employéEs des écoles est également importante pour les enseignantEs de Los Angeles qui vont eux-mêmes bientôt entrer en négociation de contrat et pourraient être amenés à faire grève.

Depuis 2018, les États-Unis ont connu une résurgence du mouvement syndical des enseignantEs et des employéEs des écoles, avec des centaines de milliers d'enseignantEs qui ont fait grève d'un bout à l'autre du pays. Les enseignantEs se sont souvent engagés dans des grèves courtes — les deux tiers d'entre elles ont duré moins de cinq jours et certaines n'ont duré qu'une journée ou même une demi-journée. Ces grèves permettent à une toute nouvelle génération d'enseignantEs et d'autres travailleurEs de l'école d'acquérir l'expérience de l'élaboration d'une stratégie, de la construction d'une solidarité et de la victoire.

Les Democratic Socialists of America (DSA), le plus grand groupe de gauche aux États-Unis, ont mobilisé leurs camarades de Los Angeles pour soutenir la grève. DSA a encouragé ses membres à devenir enseignantEs et à s'engager dans les syndicats d'enseignantEs et, dans certains endroits, ils sont devenus membres de bureaux syndicaux. Cela fait partie de la stratégie à long terme de DSA qui consiste à se transformer en une organisation liée aux travailleurEs et, selon certainEs (c'est une question qui fait débat au sein de DSA), à évoluer vers un parti politique, indépendant, de la classe ouvrière.

Dan La Botz, traduction HW

organisé une journée nationale de paralysie, bloquant des routes et empêchant des ministres de s'exprimer lors de conférences. À la fin de cette journée houleuse, 108 manifestants avaient été arrêtés, dont 100 ont été relâchés le jour même et le reste le lendemain. M. Bisharat a rappelé les manifestations nationales de mai 2021, menées principalement par des citoyenEs palestiniens d'Israël. Cette fois-là, 3 660 Arabes avaient été arrêtés et 350 avaient été inculpés. Les peines prononcées étaient monstrueuses : des mois, voire des années de prison. Même ceux qui avaient eu la chance de ne pas être inculpés sont restés en prison pendant des semaines, voire des mois, avant d'être libérés.

Peter Beinart a fait une remarque similaire dans un tweet. Anshel Pfeffer, un éminent journaliste juif israélien, s'est déclaré reconnaissant qu'il n'y ait pas eu d'effusion de sang lors des manifestations en faveur de la démocratie. M. Beinart a répondu : « Pensez-vous que le fait qu'il n'y ait pas eu de violence d'État contre les manifestants a quelque chose à voir avec le fait que ce sont des Juifs qui manifestent et non des Palestiniens ? »

Au moins, le *New York Times* a mentionné les PalestinienEs, même en passant.

James North, 27 mars 2023

Versión intégrale sur Modoweiss

SAHEL **Otage aussi de la rentabilité**

La libération d'Olivier Dubois est une très bonne nouvelle, pour lui et ses proches évidemment, mais aussi pour le droit à l'information. Enlevé au Mali en avril 2021 en tentant d'interviewer d'Abdallah Ag Albakaye, un des dirigeants du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), Olivier Dubois a passé près de deux années dans les geôles islamistes. Si les conditions de sa libération restent dans l'ombre, certains faits sont désormais connus.

Conditions de la libération

Deux ans de captivité c'est long. Une durée qui peut s'expliquer par l'identification et l'établissement de canaux de discussion, et les pourparlers pour la libération. Les réseaux traditionnels de la France ont été mis à mal. Par exemple, ceux du Burkina Faso avec notamment Gilbert Diendéré, chef de la sécurité présidentielle de Compaoré, chevalier de la Légion d'honneur française. Il a terminé sa brillante carrière en prison pour tentative de coup d'État et complicité d'assassinat de Thomas Sankara. Quant au Mali, si les contacts ont été pris avec le Haut Conseil islamique malien (HCIM), la profonde détérioration des relations entre la France et la junte a rendu inopérant ce canal. Mohamed Bazoum, le président nigérien, a compris l'intérêt diplomatique qu'il pouvait tirer de cette situation. Il en a fait une priorité en confiant cette mission à un de ses proches, Rabiou Daddy Gaoh, responsable de la sécurité extérieure. Ce travail a permis la

Le récent dénouement heureux des otages au Sahel, dont le Niger a été un acteur important, ne doit pas nous faire oublier que la plupart des journalistes pris en otage sont des locaux travaillant dans des conditions précaires qui augmentent leur vulnérabilité.



Olivier Dubois après sa libération. DR

libération d'Olivier Dubois et de l'humanitaire étatsunien Jeffrey Woodke, détenu depuis six ans.

Quelle politique face à la prise d'otage

Les USA et la Grande-Bretagne refusent toute négociation avec les terroristes et tout paiement de rançon. Les USA ont par exemple interdit à la famille du reporter pigiste James Foley de récolter les fonds pour sa libération. Il fut décapité par le groupe État islamique en Syrie. En revanche, la plupart des pays européens acceptent le principe de négociation et de rançon. Concernant la France, cette politique est fortement critiquée au Sahel car jugée à géométrie variable. Lors de l'opération Barkhane, la France s'est toujours opposée aux négociations

entre les autorités maliennes et les combattants djihadistes, sauf quand il s'agissait de libérer les otages français.

Pour sortir de ce qui apparaît comme une impasse, entre le refus de négocier avec, à la clef, un risque vital pour les otages, et la négociation et le paiement de rançon, impliquant une reconnaissance politique de fait de ces groupes, certains préconisent l'intervention d'un tiers.

Privatiser la gestion des otages?

L'idée avancée est que les entreprises qui envoient du personnel dans certains pays soient assurées contre le kidnapping. Outre la responsabilisation des firmes, l'intervention d'un tiers permettrait de décorrélérer les conditions

de libération avec des revendications politiques des groupes ravisseurs.

C'est un peu ce qui s'est passé avec la libération des sept salariés d'AREVA pris en otages à Arlit au Niger en 2010. Le bilan n'est guère brillant. Plusieurs réseaux français ont été activés et s'en est suivie une féroce concurrence entre eux pour jouer les intermédiaires et récupérer un pourcentage de la rançon versée, on parlait à l'époque de trente millions d'euros. Conséquence, un cafoillage avec un risque accru pour les prisonniers et probablement une augmentation de la durée de détention pour certains d'entre eux.

Ce qui est sûr, c'est que l'emploi de plus en plus important de pigistes sur les conflits augmente les risques. Souvent ils et elles travaillent sans beaucoup de moyens, parfois même en se passant de fixeurs (personnes de référence qui aident les journalistes sur le terrain) pour diminuer les coûts d'un reportage ou de prises de photos. Comme le souligne Reporters sans frontières, parmi les 54 journalistes, « les trois quarts des otages restent des journalistes locaux, qui travaillent souvent à leur compte dans des conditions précaires et extrêmement risquées ». La rentabilité à outrance fait aussi dans ce secteur des dégâts considérables.

Paul Martial

PORTUGAL **Y a-t-il un nouveau syndicalisme au Portugal?**

Comme il y a toujours des limites à ce que les travailleurEs peuvent endurer, le vent tourne, sans surprise: c'est la contestation sociale que nous vivons. Après 2008, lorsque les heures supplémentaires ont été réduites de moitié, la vie est devenue un fardeau. Et avec l'inflation actuelle, elle est impossible.



DR

C'est dans ce contexte que — inspirés par les luttes des dockers dont le syndicat a été le seul à n'avoir jamais « laissé tranquille » la troïka et dont les membres ont été sommairement licenciés au 1^{er} jour de l'état d'urgence de la pandémie imposé par le gouvernement de la Geringonça¹ et le président de la République — plusieurs syndicats sont nés au cours de cette décennie,

principalement issus de ruptures avec l'UGT et la CGTP. C'est le cas du SIAP (énergie)², du SNMMP (produits dangereux)³, de transfuges de l'UGT (personnel navigant et cabine), de nouveaux syndicats d'infirmières, du STOP (en rupture, pour partie, avec Fenprof), du STASA (contre le travail obligatoire du dimanche dans AutoEuropa)⁴, de centres d'appels, ainsi que de nouveaux syndicats dans le

métro, fonctionnaires, pour ne citer qu'eux.

Retour des syndicats de combat

Tous sont nés avec un programme de droits sociaux et de travail. Ils réclament le droit au repos, des mesures contre le burnout, l'épuisement et le harcèlement psychologique, la rémunération des heures supplémentaires selon des critères

antérieurs à la troïka, la titularisation des précaires. La plupart d'entre eux ont des dirigeants de gauche et, inspirés par les dockers, ils créent des caisses de grève, mènent des actions de solidarité, aussi timides soient-elles, recourent à plus de démocratie interne (recours fréquent aux plénières), à l'extension de la syndicalisation aux membres de différentes professions, comme maintenant STOP⁵, ou avant SEAL⁶. Ils ne sont pas « partisans » — en opposition à ce qu'ils considèrent comme un lien ombilical entre la CGTP et le PCP et entre l'UGT et le PS.

L'avenir, je crois, verra le « nouveau syndicalisme » gagner du terrain, en d'autres termes, le retour de syndicats de combat, qui s'associeront de plus en plus, au niveau national et international — soit par la création de nouveaux syndicats, soit par l'émergence de nouvelles directions dans les syndicats existants. La contestation sociale n'existe pas à cause du « manque de communication » des gouvernements. Elle existe parce que la détérioration de la vie a atteint des seuils intolérables.

Raquel Varela, extraits traduits du portugais par Luíza Toscano

1 — « Bidule », « truc » ou « machin » ou les accords qui lient, depuis octobre 2015, le Parti socialiste (PS), le Parti communiste portugais, les Verts et le Bloc de gauche

2 — Syndicat des industries, énergies, services et eaux du Portugal

3 — Syndicat des conducteurEs de produits dangereux.

4 — Syndicat des travailleurEs du secteur automobile.

5 — Syndicat de tous les professionnelEs de l'éducation.

6 — Syndicat des dockers et de l'activité logistique.

IRLANDE DU NORD **Rishi, Ursula et le Stormont break(down)**

Le 22 mars dernier, le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von den Leyen, semblaient être enfin parvenus à un compromis viable avec le « cadre de Windsor » devant se substituer au « protocole nord-irlandais ».

Ce « cadre » doit permettre la simplification administrative de l'activité commerciale, notamment en distinguant les produits arrivant en Irlande du Nord et ayant vocation à y rester, et ceux destinés à être exportés vers l'Union européenne (UE). D'autre part, un mécanisme est censé corriger le « déficit démocratique » de l'arrangement existant : le « frein de Stormont » (nom du parlement nord-irlandais) qui offrira à l'Assemblée d'Irlande du Nord la possibilité de modifier les règles de l'UE qui s'appliquent encore à la province.

Statut hybride de la province entre Royaume-Uni et UE

Non seulement la procédure promet d'être pour le moins complexe, mais elle prolonge finalement le statut hybride de la province, entre Royaume-Uni et UE, tout en laissant le dernier mot aux maîtres historiques, à Londres. Dans ces conditions, l'unionisme politique (DUP, TUV) ne se réconcilie pas plus avec le « cadre » et le « frein » qu'avec le « protocole » et le DUP a fait savoir qu'il maintenait son refus de participer au système de partage du pouvoir dans la province. Pendant ce temps, et à un autre niveau, les possibilités créées par le flottement constitutionnel issu du Brexit n'échappent pas à tout un ensemble de composantes sociales et politiques de la société irlandaise du nord qui voit l'occasion de construire un consensus large autour du projet de réunification (évoqué sous les euphémismes de « référendum sur la frontière », ou de « nouveaux arrangements constitutionnels »). La convergence suscitée par l'initiative Ireland's Future, lancé en 2019, en donne une bonne illustration en permettant la rencontre entre aspirations nationalistes (principalement liées au Sinn Féin) et un unionisme civique disponible pour l'intégration d'une identité protestante dans une Irlande réunifiée et affranchie des sectarismes communautaires de temps de guerre.

Débat sur la réunification

Confusion constitutionnelle, dimension transcommunautaire de la question de l'UE, émergence du Sinn Féin comme principale force politique dans toute l'Irlande depuis 2021-2022, sentiment d'abandon de l'unionisme politique par le pouvoir londonien... La conjoncture politique récente a conféré une actualité sans précédent au débat sur la réunification. Deux autres déterminants majeurs, démographiques et sociaux, sont à prendre en considération cependant. Depuis 2021, et pour la première fois, la population catholique est majoritaire (et la part des personnes « sans religion » est passée de 10,1% en 2011 à 17,4% en 2021). Les migrations des vingt dernières années, de l'Est de l'UE, puis plus récemment, du Sud-Est asiatique, ont contribué au développement de minorités et dès lors d'une diversité nouvelle. Ensuite, l'IN n'est plus la province industrielle riche et protestante du 20^e siècle : région la plus pauvre du RU, l'économie de la république fait maintenant six fois sa taille. Le projet de l'intégration des deux entités se pose donc à partir de questions concrètes et urgentes de logement, de services de santé, d'offre éducative, de revenu, sur fond de certitude toujours plus grande du désintérêt de Londres.

En contrepoint du jeu institutionnel RU-UE, d'autres dynamiques et aspirations gagnent donc en clarté et en force. Restera à savoir de quelle réunification il pourrait s'agir, avec quel degré d'émancipation vis-à-vis des tutelles politiques anciennes et nouvelles. Et au bout du compte, pour quoi faire ? La prédation économique, la violence de l'inégalité ou la crise du logement sont aussi destructrices dans la verte Irlande qu'ailleurs, et la confrontation aux données constitutives du capitalisme contemporain n'y sera assurément pas moins âpre que la lutte autour des questions constitutionnelles de l'heure.

Thierry Labica

NON AUX EXPULSIONS! UN TOIT, C'EST UN DROIT!

La trêve hivernale est la période durant laquelle les procédures d'expulsion des locataires en défaut de paiement sont suspendues. Elle est fixée du 1^{er} novembre 2022 au 31 mars 2023, sans que ce soit une garantie absolue. Dans certaines situations, elle ne s'applique pas pour des raisons familiales ou judiciaires, ou elle est soumise à l'appréciation de la justice, dans le cas des squats, par exemple.

D'après la Fondation Abbé-Pierre¹, le niveau des expulsions locatives serait revenu à celui d'avant la crise du covid, au-delà de 15 000 expulsions par an. Les « expulsions avec le concours de la force publique », dont le nombre était passé de 7 500 à plus de 16 000 entre 2004 et 2019, ont en effet été « maîtrisées ». Certains dispositifs liés à la crise sanitaire ayant permis une baisse significative : 8 000 expulsions en 2020, 12 000 en 2021. Ceux-ci n'ont pas été reconduits, et la durée de la trêve des expulsions, qui avait été allongée en 2020 et 2021, est revenue à la « normale ». De plus, la hausse des prix de l'énergie et des loyers constitue une menace supplémentaire sur les foyers les plus pauvres. La moitié des bailleurs sociaux ont déjà noté une hausse de plus de 10% des impayés de loyer.

MigrantEs en première ligne!

Dans les squats, bidonvilles et lieux de vie informels, la situation est encore pire et on atteindrait de nouveaux records d'expulsions : 2 078 expulsions collectives entre le 1^{er} novembre 2021 et le 31 octobre 2022, contre 1 330 expulsions l'année précédente. À 97%, elles sont réalisées sans diagnostic social. À 95%, aucune solution n'a été proposée à la totalité ou à une partie des occupants. La région de Calais concentre l'essentiel de ces expulsions, le gouvernement faisant tout

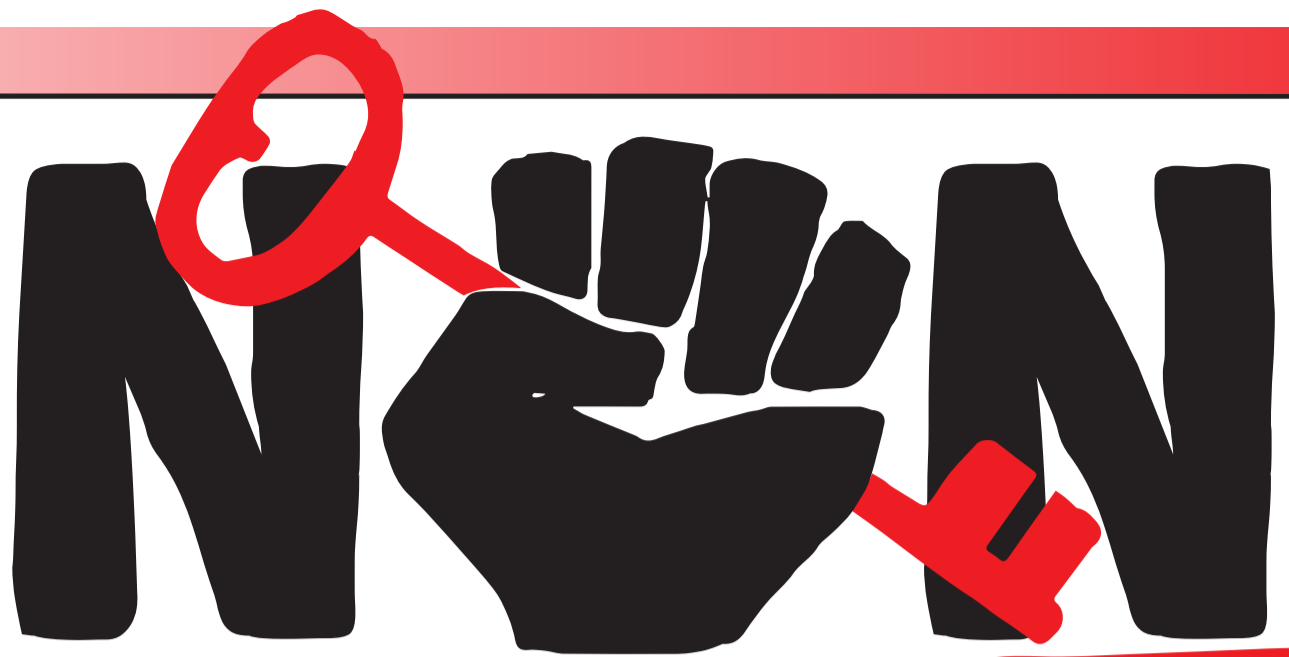
pour éviter le regroupement des milliers de personnes cherchant à passer au Royaume-Uni. Mais partout ailleurs, ça expulse sans reloger : à Bordeaux avec l'expulsion brutale du squat de Cenon en 2021, à Montpellier à l'été 2021, puis en 2022, en expulsant de nombreux lieux de vie informels, à Strasbourg où la préfète a fait expulser le bidonville de la place de l'Étoile sans solutions d'hébergement, à Rennes où l'expulsion des gymnases réquisitionnés par les associations se solde par des remises à la rue sèches. À chaque fois, après un temps de dispersion, les squats et bidonvilles finissent par se reformer, faute de mieux.

2023: inquiétude majeure!

Les associations multiplient les signaux d'alerte: elles s'attendent à des remises à la rue massives dès lors que les dispositifs d'État de mise à l'abri des familles avec enfants qui ont été concédées au cœur de l'hiver, vont prendre fin. Les campements vont ressurgir, dans un contexte dégradé par des lois toujours plus répressives et discriminatoires! Il est de la responsabilité du mouvement ouvrier, de ses syndicats et partis politiques d'inclure cette question dans les revendications du mouvement social qui s'enracine dans ce début de printemps!

Claude Moro

1 - Rapport annuel de la FAP, déjà évoqué dans l'Anticapitaliste n° 648 du 9 février.
<https://lanticapitaliste.org/actualite/logement/41-millions-de-personnes-mal-logees-en-france-2023>



AUX EXPULSIONS LOCATIVES!

NON À LA SPÉCULATION!

POUR UNE POLITIQUE DU LOGEMENT ÉCOSOCIALISTE!

Alors que les expulsions locatives vont reprendre de plus belle cette année avec l'inflation galopante, il est plus que temps de se réapproprier notre droit au logement et de dire non à toute forme de spéculation immobilière, toute forme de privatisation et d'augmenter la part du logement social, par la réquisition.

Chiffres, arguments et combats exemplaires pour aller de l'avant.

LE LOGEMENT EST UN BIEN COMMUN. PAS UNE MARCHANDISE!

Enjeu incontournable de nos sociétés, le logement reste l'une des préoccupations principales des Français. Il demeure le premier poste de dépenses des ménages et, selon la Fondation Abbé-Pierre, plus de 4 millions de personnes sont actuellement mal-logées dans notre pays.

Que ce soit sur le plan économique, environnemental ou social, le logement est aujourd'hui le carrefour de multiples enjeux. Et les choix politiques concernant la nature des futures constructions, comme la gestion de l'existant, sont cruciaux pour l'avenir. 37,2 millions de logements correspondent à 81,6% de résidences principales. Au 1^{er} janvier 2021, la part des résidences principales diminue au profit des résidences secondaires, des logements occupés occasionnellement : de la vacance qui, depuis 2006, augmente pour s'élever à 8,3% de l'ensemble des logements, soit 3,1 millions de logements vacants. Ce n'est donc pas par hasard si un des articles parmi les 234 de la loi ELAN du 23 novembre 2018 modifie la procédure de réquisition des logements vacants ; et cela pour permettre la mise à disposition des logements à des fins d'hébergement d'urgence de personnes sans abri. Et pourtant, les collectivités territoriales ou les préfetures n'utilisent pas cette possibilité.

Par exemple, à Grenoble, 32 logements sont promis à une association pour héberger en urgence mais pas avant juillet 2024, alors que cet immeuble est vide depuis 2014. Il a fallu que 200 personnes se rassemblent pour demander l'ouverture des logements vides de ce quartier où 24 autres logements attendent toujours un projet. « La ville de Grenoble et

AIRBNB PARTOUT!



Il y a aujourd'hui
3,1 millions de
logements vacants

la préfecture n'ont pas trouvé de temps pour nous. Ils ont autre chose à faire », comme le dit une personne hébergée dans une école mobilisée et occupée.

Les conditions et difficultés de logement persistent

Tandis que l'inconfort sanitaire tend à disparaître, les mauvaises conditions de logement subsistent toujours. En effet, 19% des ménages déclarent souffrir

du froid pendant l'hiver, cette difficulté de chauffage n'est pas uniquement liée à la mauvaise isolation du logement mais surtout au coût de l'énergie. Et, 10% sont confrontés au surpeuplement, tandis que 9% des personnes ont été privées durablement de logement personnel par le passé.

Le coût des loyers toujours à la hausse par manque de logements sociaux

De 1984 à 2020, les loyers ont connu une hausse quasi ininterrompue. À qualité constante, ils ont été multipliés par 2,6 en 36 ans dans le secteur privé et

multiplié par 2,4 dans le secteur social. En moyenne, on dépense 8,8 euros par m² pour les locataires du secteur privé, contre 5,6 euros par m² pour les locataires du parc social. En janvier 2023, l'indice de référence des loyers publié au JO est de 3,5%, un chiffre record et exceptionnellement élevé dans la suite des hausses impossibles à supporter ; et cela depuis 40 ans. La baisse des loyers est une nécessité.

Se loger, ne pas spéculer

La décision de construire un logement social est prise par une collectivité territoriale, l'État ou un organisme HLM. Que font-ils ? Si peu de chose !

Les principaux financeurs sont l'État qui se désengage, les collectivités territoriales, Action logement, surtout la Caisse des dépôts et consignations qui octroie des prêts à très long terme, jusqu'à 70 ans, en s'adossant sur les dépôts de l'épargne populaire comme le livret A. Seulement 18% de locataires habitent un logement social, alors que selon les conditions de ressources deux tiers de la population pourrait accéder à ce type de logement. Tout est en place pour un démantèlement du secteur du logement social. Il n'y a plus que 125 000 logements sociaux gérés par un Office public de l'habitat qui soit 100% public. Le nombre de logements gérés par une société anonyme (SA) 100% privé augmentent de manière régulière. Dans le top 5 des plus grands bailleurs, seul Paris Habitat est 100% public. La marchandisation du logement est à l'œuvre... Le logement est un droit. Non à la spéculation!
Agathe Viviers

STOP LOI KASBARIAN

STOP COUPURES D'ÉNERGIE

BAISSE DES LOYERS

BAISSE DES CHARGES

ARRÊT DES EXPULSIONS

RÉQUISITIONS

UN LOGEMENT POUR TOU.TE.S

trop cher *spéculation* *passoire thermique* *vide*

FIN DE LA TRÈVE HIVERNALE - LOI KASBARIAN

MANIFs le 1^{er} AVRIL

A PARIS : 15 H BASTILLE

A SAINT DENIS : manifestation 13 H sur le parvis de la Mairie et départ collectif à Bastille

PLATEFORME LOGEMENT POUR TOU.TE.S

pourlelogement.org

SIGNATAIRES : Plate-forme logement pour tou.TE.S. AFVS, AITEC, ALDA, APPUI, ATMF, ATTAC FRANCE, BAGAGERIE, COL, COI, CNAPAL, CNL, CONSTRUCTEURS, CONV. NAT. SERVICES PUBLICS, COPAF, CRIDIT, CSE, CPTD, DAL, DEL, Droits Devant, FASTI, FLC ADEIC, Femmes Égalité, FSU, FIJOP, MRAP, PAS SANS NOUS, SAF, SYND, UNIFIE BÂTIMENT RP CNT-F, Union Syndicale Solidaire, SNPES PJJ FSU, STOP PRECARITE, Syndicat Magistrature, Synd. Médecine Générale, UTOPIA 56...

AU PAYS BASQUE, VIVRE ET SE LOGER AU PAYS!

Environ 16 000 meublés de tourisme : de quoi loger 10% de la population locale ! Il y a même 47% de résidences secondaires à Guéthary, alors que la moyenne en Pays basque nord se situe à 20%, un taux déjà très élevé.

Les capitalistes dévorent le Pays basque

Se promener le long de la côte, hors saison, c'est contempler parkings vides, golfs déserts, restaurant assoupis, campings abandonnés, maisons basques aux volets clos et piscines toisant l'océan. Mais pour trouver un exploitateur en vacances, cherchez ici : Gérard Larcher, Bruno Le Maire viendront sans doute s'y remettre de leurs dernières émotions, en jet privé bien sûr. Même les terres agricoles y passent. Ça ne coûte rien et ça garantit qu'il n'y aura personne pour gâcher la vue ! Quand ce ne sont pas les locaux qui se résignent ou s'empressent de transformer la bâtisse familiale en gîte rural...

Le tourisme capitaliste ne consomme pas simplement du kérosène ou de la crème solaire, il consomme aussi la terre. Un mètre carré construit, ce sont six autres artificialisés. Le tourisme consomme l'environnement mais aussi la vie locale : le touriste ne vit pas ici, ne s'y implique pas. Alors il consomme un folklore qui n'est qu'un vague écho de la culture locale qu'il tue, comme les danses traditionnelles balinaises ne sont qu'une invention destinée aux touristes. On a mangé un axoa au piment d'Espelette et on a fait du surf, on connaît bien le Pays basque, non ?

En 2001, au Pays basque, deux agences immobilières basques explosaient. L'an dernier, 8 000 personnes défilaient à Bayonne pour le droit au logement. La crise n'est pas nouvelle mais elle s'aggrave et les Basques ne se laissent pas faire.



Le tourisme capitaliste ne consomme pas simplement du kérosène ou de la crème solaire, il consomme aussi la terre

Qui achète ici ? Comme l'a montré la chercheuse Eugénie Cazaux¹, ce sont essentiellement des investisseurs cherchant du rendement rapide, des retraités plutôt aisés et des actifs très aisés. Difficile pour les locales et locaux de « Vivre et se loger au pays » car elles sont rares à présider le Sénat ou à être ministre de l'Économie. Même logé, aucun locataire n'est à l'abri : Bayonne connaît plus de congés pour vente que Marseille, Lyon, Toulouse, Nice et Nantes réunies ! Au moins y trouve-t-on des logements sociaux, contrairement à Biarritz

ou Saint-Jean-de-Luz... Au final, les habitantEs du Pays basque se font expulser par la « loi du marché », c'est-à-dire celle des capitalistes.

La bataille du logement contre les résidences secondaires

Mais la résistance persiste et se renouvelle, s'appuyant notamment sur les réseaux militants basques historiques et l'auto-organisation, par exemple avec la plateforme plurielle Herrian Bizi / Vivre et se loger au pays. Elle a rassemblé l'année dernière des partis, associations et syndicats dans une campagne massive pour le droit au logement, contre les Airbnb. Avec en point d'orgue une manifestation record le 1^{er} avril 2022, elle a obtenu la mise en place d'une mesure obligeant, pour toute nouvelle mise en location de tourisme courte durée, à mettre la même surface en logement à l'année.

Cette année, le viseur pointe les résidences secondaires et le logement social. Le 1^{er} avril prochain, les habitantEs défilent à nouveau à l'appel de la plateforme Herrian Bizi (dont le NPA fait partie), réclamant la même mesure pour les résidences secondaires, la prise en compte de ces dernières dans le calcul du parc de logement social ou encore l'encadrement des loyers.

L'écocapitalisme pour vivre ici

Ces mesures ne suffiront pas. Comme l'écrivait Engels, tant qu'il y aura des exploités et des exploités, la question du logement persistera. Les premiers auront les moyens de se loger fastueusement aux dépens des seconds qui n'auront que les miettes.

Il n'est pas nécessaire de construire : les logements ne doivent plus être des marchandises. Il faut s'en saisir, les réquisitionner pour ceux qui vivent ici, qui bossent ici. Commencera alors le travail : rendre ces quartiers, inhabitables en l'état, vivables. Transformer les parkings en potagers, refaire des golfs de vertes prairies et vider les piscines pour profiter de l'océan. Moins de Larcher, plus de potagers !

Thibaud Catté

1 – Autrice d'une thèse sur la prise en compte des risques côtiers par les marchés fonciers et immobiliers du littoral français métropolitain : ambivalence de la mer et tentatives de régulation publique du « désir de rivage » à l'aube du changement climatique.

CONTRE LA CRISE DU LOGEMENT EN BRETAGNE!

La crise du logement en Bretagne n'est pas une nouveauté. La multiplication des résidences secondaires et, plus récemment, l'explosion des locations de courte durée ou saisonnières rendent l'accès au logement impossible pour les résidentEs permanents, notamment les travailleurEs des zones côtières.

La crise sanitaire a aggravé la situation, car la migration de citadinEs aisés vers la Bretagne a fait exploser le prix de l'immobilier en Bretagne, même à l'intérieur des terres jusqu'ici préservées.

Favoriser la résidence permanente

Des associations comme Douarnenez Droit à la Ville, DouarnVendez, Tregor Argoat Goelo Zone Tendue, collectif Tous-tes un toit ! Lorient, Comité Logement du pays de Morlaix ont lancé fin 2022 une pétition « Stop à la crise du logement ! ». Elles écrivent que « des communes et des quartiers se vident et se transforment en musée. L'offre de logements à l'année est réduite et partout, les prix des loyers et à l'achat flambent ». Résultat, selon elles, « cela oblige à s'éloigner des lieux de sociabilité et de travail, ou à accepter de perdre en pouvoir d'achat pour rester ».

Depuis plusieurs mois, des dizaines de mobilisations ont eu lieu dans l'objectif de demander une « régulation de l'immobilier en Bretagne » et pour « favoriser la résidence permanente » tout en donnant « la possibilité d'accéder à un logement digne dans la région ».

Par ailleurs, les associations se prononcent pour « d'autres mesures, complémentaires, telles que refinancer le logement social public à hauteur des besoins et augmenter les APL, imposer aux différents acteurs du parc immobilier privé et public, l'obligation de rénovation et de réhabilitation des logements vacants, indignes, insalubres et passoires énergétiques ». Elles réclament « la suppression des niches fiscales sur les locations de courte durée » et proposent « d'assurer et structurer le développement de l'habitat coopératif, du principe de co-location, de l'habitat léger et du foncier solidaire et anti-spéculatif ».

Claude Moro

HOUSING WEEK À GRENOBLE DU 25 MARS AU 2 AVRIL!

L'idée de ce nouveau temps fort s'inspire de la Coalition européenne pour le logement. Cela entraine en résonance avec des actions portées par le DAL 38, les familles mal ou pas logées et d'autres organisations, et permettait de donner de la visibilité à la fin de la trêve hivernale. La semaine a commencé par une manifestation animée, le samedi 25 mars, avec environ 700 personnes contre les lois Darmanin et Kasbarian.

Une belle mobilisation !

La semaine d'action pour le droit au logement se poursuit, les propositions sont nombreuses. Portée centralement par le DAL 38, des soirées vont être animées par des collectifs en lutte, comme RESF, l'intersyndicale enfants migrants, le collectif des écoles occupées, le syndicat Solidaires. Les lieux des rencontres varient selon les thèmes : au local de l'union syndicale Solidaires en Isère, dans une maison des habitantEs sur un quartier populaire, dans l'école désaffectée, occupée par des sans-logis depuis septembre, dans la rue... Actions, partages, débats, formations, repas et fête vont alterner cette semaine. La force de cette mobilisation exceptionnelle ici c'est la présence active des personnes en lutte pour leur logement.

Un programme de rencontres et de luttes

De nombreux sujets vont être abordés. Comme un débat sur « Des occupations d'écoles aux luttes des sans-papiers de Chronopost, quand

les syndicats, les travailleurEs et usagerEs se mobilisent », animé par l'intersyndicale enfants migrants, le collectif des écoles occupées et Solidaires en Isère ; « Le fonctionnement des permanences d'accueil et la découverte des droits bafoués des sans-logis, des mal-logés et des locataires » (DAL 38) ; « Balance ta quittance de loyer, on va l'étudier ! » face à l'explosion des loyers et des charges d'énergie, débat/formation avec des habitantEs, le DAL, des intervenantEs de la Coalition européenne du mouvement « Can't pay, won't pay » ; rencontre régionale sur des expériences de luttes pour le droit au logement avec des collectifs de Chambéry, Valence, Lyon et Genève, puis repas et concert ; rassemblement à la veille de la trêve hivernale, stands et animation dans la rue. Nul doute que l'ensemble des revendications pour le droit au logement y seront débattues. Enfin, une assemblée contre les expulsions et une formation sur les piquets anti-expulsions sont prévues.

Nous voulons créer cet évènement pour populariser et renforcer toujours plus cette lutte difficile que mènent les excluEs du logement avec leurs soutiens, parce qu'un toit, c'est un droit !

Correspondante



LA LOI KASBARIAN-BERGÉ FRAGILISE LES DROITS DE LOCATAIRES

Initialement présentée par les lobbies de l'immobilier qui ont manipulé l'opinion avec quelques cas de « petits propriétaires » dont le logement a été squatté, la loi Kasbarian-Bergé est devenue une redoutable machine de guerre tous azimuts contre les mal-logés, les squatteurs, et ceux qui les soutiennent. Elle a déjà fait un aller à l'Assemblée nationale et au Sénat. Il lui reste à faire le retour avant d'être définitivement adoptée.

Que dit la loi en l'état ? L'occupation d'un lieu quelconque est un délit. C'est déjà le cas pour toute résidence principale ou secondaire. Cela le devient pour tout local même vide et sans meuble. La loi prévoit pour cela 2 à 3 ans de prison selon qu'il s'agit d'un logement ou d'un local commercial et 45 000 euros d'amende. De plus, elle assimile les locataires en situation d'impayés à des squatteurs.

Mettre fin au bail sans passer par la justice

Certes, devant le tollé qui s'est exprimé de la part des associations, le Sénat a prétendu alléger cet aspect et le ministre du Logement, Olivier Klein, a pu dire, satisfait, que la dernière version de la loi adoptée au Sénat en première lecture « était équilibrée ». Il n'empêche ! Si la peine de prison est supprimée, le locataire risque toujours 7 500 euros d'amende pour s'être maintenu dans le logement alors qu'il y a une décision d'expulsion prononcée.



La loi introduit de façon systématique dans les contrats de bail une clause permettant au propriétaire de mettre fin au bail sans passer par la justice, clause dite « de résiliation de plein droit »

qui renforce le droit des propriétaires de façon substantielle. Enfin les expulsions elles-mêmes sont accélérées. Les délais de procédure réduits au minimum au nom de la lutte contre « l'usage

dilatatoire des procédures par des locataires de mauvaise foi ».

Arsenal répressif

Toutes les associations de locataires ont dénoncé le scandale de cette loi qui vise à criminaliser l'occupation illégale de logements ou de locaux pour se mettre à l'abri, alors que tous les indicateurs sur le logement, sur le logement social, sont au rouge. On n'a jamais aussi peu construit en France que cette année, et plus de 330 000 personnes sont sans domicile. Dans cette situation de pénurie de logements le gouvernement choisit de renforcer l'arsenal juridique répressif plutôt que de répondre aux besoins. Une vraie politique de classe.

Le 1^{er} avril, les manifestations qui se tiendront à l'occasion de la journée européenne pour le droit au logement, de la fin de la trêve hivernale 2023, cibleront particulièrement la loi Kasbarian aux côtés de la reprise des expulsions locatives, des hausses des charges et des loyers, de l'inflation du prix de l'énergie. JMB

STRASBOURG

Un mouvement jeune et étudiant offensif

À Strasbourg, le mouvement étudiant et jeune (chômeurE et travailleurE) a fait preuve de persévérance depuis le début de la mobilisation contre la contre-réforme des retraites, mi-janvier 2023.

Malgré la diversité des traditions militantes qui compose l'Assemblée générale jeune et étudiante (Solidaires étudiantEs, NPA jeunes, LO, Alternative étudiante, etc. et personnes inorganisées), cette AG a su rester relativement unie dans les actions menées depuis plus de deux mois. Au-delà des manifestations, l'AG jeune et étudiante s'est montrée combative directement sur le campus universitaire central. Elle a enchaîné des opérations Resto U gratuit, des tractages, tables, affichages et réunions publiques, de multiples blocages pendant les journées de mobilisation. Le rythme intense de ce mouvement nous a permis d'atteindre une capacité d'organisation qui restait impensable il y a quelques mois.

Audace et solide organisation

La semaine dernière, lundi 20 mars, l'AG est passée à la vitesse supérieure en décidant d'occuper un bâtiment de l'université (l'Escarpe). Près d'une centaine de personnes ont tenu, avec audace et une solide organisation, le bâtiment de 20 h à 23 h avant de se faire déloger par la milice du capital.

L'idée était double : à la fois revendiquer notre droit et notre pouvoir d'autogérer l'université en tant qu'étudiantEs et personnel (en opposition avec la gestion exécutable de l'université par la présidence), mais aussi de s'emparer d'un lieu pour l'ensemble de la mobilisation afin de se réunir et de s'organiser entre les différents secteurs en luttes.

Le mouvement jeune et étudiant sait qu'on atteint là un moment décisif dans la mobilisation, tiraillée entre démotivation et intensification de la lutte.

Les manifestations sauvages hautement réprimées se sont démultipliées à Strasbourg depuis l'annonce de l'usage du 49.3. Maintenons cet élan de contestation, mais commençons aussi à nous organiser nous-mêmes pour mettre durablement en péril le système capitaliste : de l'occupation à l'autogestion, il n'y a qu'un pas !

CorrespondantEs



DR

MOUVEMENT SOCIAL

Rennes la rouge...

C'est sans doute cette formule qui incarne le mieux ce qui se passe à Rennes depuis le début du mouvement contre les retraites. C'est en effet un cocktail explosif qui fait de la ville un concentré de phénomènes incontrôlables pour le pouvoir.



DR

Ce n'est pas spécifique à Rennes, mais le nombre de manifestantEs est très élevé, et chacune des manifestations les plus importantes atteint des niveaux historiques, avec des dizaines de milliers de participantEs. Les défilés sont populaires, avec des familles, des retraitéEs en grand nombre, des cheminotEs, des salariéEs de tous les secteurs, notamment du privé, du bâtiment, de Stellantis (ex-PSA), des personnelEs de santé en rangs serrés, les mêmes qui avaient manifesté pour les salaires à l'automne, et bien sûr des jeunes lycéenEs et étudiantEs. La prestation télévisée lamentable de Macron a provoqué une forme d'élargissement : le jeudi 23, on a vu apparaître des cortèges très déterminés de l'école d'architecture, de l'INSA, mais aussi des bureaux d'avocatEs sortis tous ensemble, stationnés aux abords d'une librairie « fermée pour pouvoir aller manifester » comme l'indiquait l'affichette sur la vitrine.

Grèves, blocages...

Là encore, les taux de grévistes et les secteurs touchés n'ont rien d'exceptionnel, mais les blocages ont pris une tournure spectaculaire. Les plateformes de collecte des déchets sont bloquées depuis deux semaines, le dépôt pétrolier de Vern a été débloqué seulement mercredi, les dépôts de bus sont régulièrement bloqués provoquant la paralysie du réseau. À chaque fois, le succès des blocages provient d'une conjonction de grévistes, de syndicalistes très motivés et de membres des différentes AG qui regroupent des centaines de militantEs mobilisés depuis le début et qui ne faiblissent pas, bien au contraire.

Les AG

AG des cheminotEs en grève, AG de Rennes sud — héritée d'une forte tradition de mobilisations dans ce quartier, notamment

autour des luttes de l'éduc —, AG éduc regroupant des enseignantEs syndiqués (Sud, FO, CGT, FSU, CNT) ou non, AG de l'université Rennes 2, AG des personnelEs de Rennes 2 ou de Rennes 1, AG de Sciences-Po, et maintenant AG de Rennes 1 et AG interlycées : elles ne sont pas massives mais fonctionnent comme autant de comités de lutte très radicaux. Un cas à part, l'AG dite « Maison du peuple », en référence à la volonté d'ouvrir un tel lieu, répété deux fois cette année et deux fois expulsé par la police, qui regroupe à chacune de ses réunions plusieurs centaines de personnes (de 150 à 500 ces derniers jours). Celle-ci, en lien avec toutes les autres et les regroupant partiellement.

Rennes, ville morte

Le lundi 20 mars, c'est sous l'impulsion de ces AG qu'a été organisée l'opération qui a permis le blocage quasi-généralisé de la rocade et de nombreuses entrées de la ville. Pour mettre en place ces blocages, pour les tenir une



DR

bonne partie de la matinée, ce sont 4 à 500 personnes, grévistes, étudiantEs, militantEs syndicaux et politiques, qui se sont mobilisées. L'opération a été également menée à Nantes et doit se reproduire au niveau de la région le 28 mars. Manifs sauvages, affrontements... Depuis le 49.3, le centre-ville de Rennes voit chaque soir des centaines de personnes manifester, déjouer les dispositifs policiers, affronter les flics, et souvent s'en prendre à des symboles de la société capitaliste, comme le

grand hôtel de luxe, le Mama Shelter, qui vient d'ouvrir au cœur du centre historique. Ce type de manifestation à Rennes n'est pas nouveau, ce qui l'est c'est le nombre de personnes qui y participent et surtout l'accueil de plus en plus complaisant par de plus en plus d'actrices et d'acteurs du mouvement.

...et radicalisation

Il en va de même des affrontements qui opposent des centaines de manifestantEs à la police, sous l'impulsion des milieux autonomes. Alors que ces heurts perturbent le déroulement des manifestations de masse, de plus en plus de participantEs les regardent avec curiosité, une certaine complaisance voire avec bienveillance ! Cela fait tellement d'heures que nous tournons en rond autour de la ville sans aucun résultat !

D'autres éléments confirment cette tendance, de façon plus tranquille : le succès de la marche aux flambeaux du 21 mars, à l'appel des seuls Solidaires, qui a réuni plusieurs milliers de personnes, le succès aussi du rassemblement appelé par Nous Toutes 35 le soir du 49.3, vers lequel a été redirigé — en manif — le rassemblement syndical devant la préfecture. Et dans un cas comme dans l'autre, les gens ne voulaient pas repartir, restaient sur la place... comme une invitation à poursuivre ensemble ! Saurons-nous nous saisir de cette disponibilité ? Il faut dire — contradiction inhérente à l'ambiance de la rue rennaise — que dans un cas comme dans l'autre, les lacrymogènes et les canons à eau y ont mis un terme précipité... Peut-être trouverons-nous un usage partagé de la rue entre formes de lutte différentes ?

CorrespondantEs NPA Rennes

En bref

Justice Vincenzo Vecchi reste en France.

Nous publions le communiqué de presse du comité de soutien de Vincenzo Vecchi, après la décision de la Cour d'appel de Lyon du 24 mars 2023.

« La cour d'appel déclare que le mandat d'arrêt européen à l'encontre de Vincenzo Vecchi n'est pas applicable et refuse de le remettre à l'Italie. »

Après Rennes et Angers, c'est la troisième fois qu'une Cour d'appel rend ce même verdict ! À Lyon, le bon sens démocratique et l'esprit des lois l'ont donc emporté.

Nous en sommes heureux et fiers. Nous remercions nos avocats. Nous remercions toutes les personnalités, toutes les associations, tous les amiEs qui nous ont soutenus, tous les médias qui ont relayé nos messages.

Il faut maintenant que cette décision de justice soit entérinée et définitive. Comme les signataires de la tribune du Monde du 10 février, nous demandons solennellement au ministère public de ne pas

se pourvoir en cassation, de mettre ainsi fin, de manière élégante et digne, à cette délirante affaire et de permettre ainsi à Vincenzo Vecchi de retrouver une vie paisible dans le Morbihan. Trois ans et huit mois d'acharnement judiciaire, ça suffit ! »

Police partout Rouen : un pouce arraché, l'État mutile !

Illégitime dans la population, confronté à de gigantesques manifestations, le gouvernement déchaîne la violence policière comme seule réponse.

Jeudi 23 mars, lors d'une manifestation de 26 000 personnes — la plus grosse sur la ville contre les 64 ans — plus d'un millier de personnes ont essayé de bifurquer vers le centre-ville de Rouen, bloquées par un déluge de grenades lacrymogènes. Barricades, feux de poubelles, jets de pierres. Mais il est à noter qu'aucune vitrine ou magasin n'ont été brûlés ou cassés sur le lieu de l'affrontement. Jeunes,

pompierEs, infirmièreEs, enseignantEs, raffineurEs... Ceux qui avaient choisi d'aller au contact de la police sont restés plus d'une heure sans reculer, sous les lacrymos et les grenades. On a même vu la députée LFI Alma Dufour interviewée sous les lacrymogènes.

Jusqu'à une charge très violente et une avalanche de grenades, qui ont envoyé à l'hosto plusieurs personnes et quelques minutes plus tard arraché le pouce d'une femme de 51 ans, accompagnante d'élèves en situation de handicap au collègue Jean-Lecanuet, syndiquée à la CGT. Selon les témoignages, Doris était loin des affrontements et n'a pas cherché à ramasser la grenade, probablement une MP7 — qui explose pour envoyer sept paquets de lacrymogènes — déjà tristement célèbre pour avoir mutilé. Depuis, les collègues de Doris ont organisé la grève dans son collège, des piquets de grève sont prévus rive-gauche devant

les établissements scolaires le 28 mars, pour faire toute la lumière et dire non à l'État policier.

Frank Prouhet

Santé Mobilisation pour les urgences de nuit à Gray.

Depuis le début du mois de mars le service des urgences de nuit de l'hôpital de Gray (Haute-Saône) est régulé entre 19 h et 7 h 30, faute de médecins. La population et les soignantEs se sont mobiliséEs samedi 25 mars, pour contester ce fonctionnement.

Ménée par la CFDT majoritaire à l'hôpital, la manifestation a rassemblé le maire, à l'image des nombreuses et nombreux éluEs des villages environnants, et toute la population : droite, gauche, syndicats, tracteurs de la FNSEA, ambulances et leurs conducteurs et conductrices, jeunes et moins jeunes... Elle s'est terminée devant l'hôpital avec des prises de parole de syndicalistes et du maire de Gray, contre lequel râlaient par derrière des gens syndicalistes ou non.



DR

Quand un médecin part de nuit avec le SMUR, les paramédicaux se retrouvent seulEs, ce qui suscite de l'inquiétude. Dès qu'un patientE décompense, il faut rapidement appeler un autre service d'urgence à Besançon ou Vesoul... c'est-à-dire à une heure de route, pour savoir ce qu'il faut faire.

Cet hôpital de proximité, comme beaucoup d'autres en France, est victime des restrictions budgétaires, du manque de médecins dû au numerus clausus, du manque de formation ce qui contribue

à l'épuisement de celles et ceux qui restent en poste, dont certainEs démissionnent. Gouvernement, pouvoirs publics et certainEs éluEs veulent nous faire gérer une pénurie qu'ils et elles ont sciemment créée et entretenue.

En Haute-Saône, les urgences ont fermé à Luxeuil, elles ont été réduites à Lure en soirée, elles sont désormais malmenées à Gray. Nous sommes partie prenante de cette très forte mobilisation qui en appelle d'autres.

CorrespondantEs

AUTOMOBILE « Si toutes les boîtes du CAC40 faisaient grève au moins deux jours de suite... »

Après le rejet des motions de censure du gouvernement, un militant CGT de l'usine Stellantis de Rennes-La Janais raconte comment les travailleurEs du privé et de l'automobile en particulier se mobilisent.

Quelle est l'ambiance dans la boîte ?

Il y a deux positions. Ceux qui sont étonnés des votes et ceux qui sont soulagés car ils craignaient que le rejet signifie la fin du mouvement. Au fil des journées les rangs des grévistes s'élargissent au-delà du noyau de militants qui est mobilisé dès le début. On a réussi à faire trois jours consécutifs de grève pour une dizaine de salariés autour de la journée du 19 mars. Les camarades se mobilisent lors des initiatives de l'intersyndicale nationale car dans l'entreprise l'intersyndicale n'existe pas. Seule la CGT distribue régulièrement des tracts dans l'usine et nous faisons régulièrement le tour des ateliers. Depuis le 7 mars, les autres syndicats ne font de l'affichage que le jour pour le lendemain et ne font pas de tour d'atelier. Par exemple, la CFDT et la CGC n'ont affiché que le jour du 28 mars l'appel à manif. Malgré tout, des collègues qui auparavant ne s'étaient jamais engagés dans des mobilisations ont participé aux journées de grèves nationales sans toujours aller aux manifestations. De nombreux salariéEs sont dans la



TWITTER LACGTSTELLANTISRENNES

fourchette 52/53 ans et souvent en carrière longue et donc doublement concernés par le report de l'âge de la retraite à 64 ans et l'augmentation du nombre de trimestres pour une pension à taux plein.

La mobilisation se situe aussi en dehors de la boîte ?

Dans l'entreprise, la CFDT majoritaire et FO mobilisent de leur côté. Les salariéEs participent aux cortèges de « leur » syndicat. Les différentes manifestations ont regroupé autour 40 000 participantEs. Nous y apportons notre petite touche de salariéEs du privé, de la métallurgie, de l'automobile, de PSA. Nous avons participé à des barrages filtrants, au blocage

de deux sites de dépôt d'ordures. Dans ce dernier cas, c'était vraiment interpro avec des militantEs de Solidaires, de FO, de la CGT Educ, des cheminotEs. Même si malheureusement les salariéEs des sites n'étaient pas en grève.

Dans de nombreuses petites villes de la région, la mobilisation est forte : à Redon, petite ville de 13-14 000 habitants avec 5 000 manifestantEs, autour du barrage de la Rance avec un vraie intersyndicale dont l'UNSA, à Lamballe autour de l'abattoir de Cooperl... Le tout est à l'image de ce qui se passe en France notamment dans les petites et moyennes villes. En Ile-et-Vilaine il y a une dominante CFDT plus

sur les négos. Dans le Morbihan, c'est plus combatif !

Et la suite ?

C'est difficile de remonter la pente des échecs passés. Il faudrait un appel clair de l'intersyndicale pour la reconductible. Si toutes les boîtes du CAC40 faisaient grève au moins deux jours de suite... Dans la boîte, malgré des interventions politiques, c'est dur de mobiliser. Au début, la CGT et la CFDT ont organisé deux rassemblements dans l'usine regroupant 300 travailleurEs avant de partir en manif. Maintenant il n'y a que la CGT qui fait du boulot. Mais les gars sont déterminés et ça ne faiblit pas lors des journées nationales. Et on discute au-delà des retraites : la démission du gouvernement, de Macron ? Au-delà des militantEs. Y compris parmi ceux qui ont voté Macron... Et malgré les inquiétudes sur le vote Le Pen, avec les attaques des fascistes contre des étudiantEs à Rennes. On garde l'espoir avec des trucs que j'ai jamais vus depuis 20 ans que je milite : pas seulement les manifestations mais surtout la grève.

Propos recueillis par Robert Pelletier

ÉBOUEURS EN COLÈRE La grève dans les déchets à Orléans, une mobilisation exemplaire !

Comme dans de nombreuses autres villes, à Orléans les éboueurs sont aujourd'hui en première ligne dans la lutte contre la réforme des retraites. Ils ne s'étaient plus mobilisés avec une telle importance et une telle détermination depuis 2009, quand une grève de 26 jours avait remporté une augmentation des salaires.

La répartition entre régie publique et secteur privé a depuis ce mouvement été modifiée, afin que les poubelles du centre-ville d'Orléans soient ramassées par le privé, pour l'heure moins combatif.

À l'usine de traitement des ordures ménagères (UTOM) Trisalid à Saran, filiale de Veolia, une section CGT s'est montée l'année dernière. La section s'est depuis montrée assez combative, décrétant même la première journée de grève de l'histoire du site (depuis 1995) à l'occasion des mouvements ayant eu lieu fin 2022.

Dès le début du mouvement contre la réforme des retraites, la CGT Trisalid a cherché à briser la séparation public/privé et à construire des liens avec les différents acteurs du déchet dans le département, dont les éboueurs d'Orléans Métropole et leur syndicat CGT.

Gros succès le 7 mars

Cette recherche d'unité a abouti une première fois lors de la journée du 7 mars, pour mettre la France à l'arrêt. Cela a été un succès, il y a eu plus de 92% de grévistes chez les éboueurs, et plus de 40% de grévistes à Trisalid. L'après-midi, à l'appel de l'intersyndicale départementale, tout le mouvement social orléanais s'est retrouvé pour un barrage sur le rond-point devant l'usine. Le mouvement n'a pas été reconduit le lendemain, mais a permis à tous les salariéEs du secteur des déchets de prendre conscience de leur force.

Le déclenchement du 49.3 a remobilisé tout le monde. Le lundi qui a suivi, après la collecte, les éboueurs se sont déclarés en grève à leur retour au dépôt, laissant les camions pleins. Ils ont installé un piquet dur devant l'UTOM, paralysant complètement son activité, et perturbant le trafic de toute la zone industrielle. Située à proximité de l'autoroute, cette dernière est un pôle industriel et logistique important de la métropole, comprenant des entreprises comme Amazon, Deret, Shiseido, Séphora, etc.

Point de ralliement du mouvement social orléanais

Le mouvement est reconduit tous les jours et le piquet de grève est devenu un point de ralliement du mouvement social orléanais. Sont passés régulièrement sur place les postierEs, les énergéticienEs en grève, des ouvrierEs de Federal-Mogul/Tenneco Saint-Jean-de-la-Ruelle (sous-traitant automobile), etc. L'accueil des automobilistes est excellent pour une immense majorité. Le NPA 45 est présent depuis le premier jour sur le piquet de grève, participant à récolter des fonds pour leur caisse de grève. La paralysie du site est telle que les ouvrierEs chargés du tri à l'UTOM vont se retrouver au chômage technique, faute de déchets à trier. À l'incinération, une chaîne était déjà arrêtée pour travaux (fortement ralentis à cause du piquet de grève), et l'autre devrait s'arrêter dans la semaine, faute de stocks



DR

à brûler, mettant fin à la production d'électricité permise en temps normal par l'incinération.

Détermination

Et l'impact de la grève ne s'arrête pas là. Les lieux de stockage des déchets ramassés par les entreprises privées qui avaient été utilisées pour essayer de contourner la grève débordent. Dans l'usine traitant le recyclage de l'agglomération d'Orléans, mais aussi de tout le Loiret, de communes du Loiret-Cher et de l'agglomération de Chartres (Eure-et-Loir), la collecte est de plus en plus interrompue faute de stockage.

L'impact est tel que Serge Grouard, maire ex-LR (et co-rédacteur du programme de Fillon en 2017) d'Orléans et président d'Orléans Métropole, a été obligé de se déplacer sur le site pour négocier. Face

à la détermination des grévistes, il a été obligé de s'engager à retirer le référent réclant les réquisitions des personnels auprès de la préfecture, d'ouvrir des négociations salariales et a même fini par lâcher un billet pour la caisse de grève ! Cette mobilisation exemplaire est pleine d'enseignements. Elle fera date localement, en illustrant l'importance des liens interprofessionnels et de l'unité public-privé, en montrant le côté stratégique du secteur des déchets, en permettant aux militantEs de différents secteurs et milieux de se rencontrer et de discuter. Ce lien entre employéEs de Trisalid et éboueurEs de la Métropole devra être renforcé et conservé après la mobilisation, et devra même s'étendre avec les agents d'autres entreprises, d'autres collectivités !

CorrespondantEs NPA 45

MONTPELLIER

Grève, blocage, Macron dégage !

C'est en scandant « On est là ! On est là ! Même si Darmanin ne veut pas, nous on est là ! Pour les régularisations et pour le droit au logement même si Kasbarian ne veut pas nous on est là ! » que plus de 500 personnes on rejoint la Préfecture depuis la place de la Comédie samedi 25 mars.

Cela faisait bien longtemps qu'on n'avait pas vu autant de monde se mobiliser pour l'égalité des droits. Cette belle manif est venue mettre un point d'orgue à une semaine d'effervescence à Montpellier.



Accueil bruyamment solidaire

Mardi 21 février, 7h30, rond-point du Château d'O à Montpellier. L'une des grosses entrées de la ville. Des klaxons, des cris et des voitures/bus/camions qui roulent au pas. Un bouchon certes, mais c'est surtout un barrage filtrant. On a rarement vu autant de sourires dans un bouchon. Bien sûr quelques énervéEs et soutiens de Macron mais surtout un accueil bruyamment solidaire ! Ce matin-là quatre ronds-points sont filtrés, à quatre entrées de la ville. Objectif ? Mobiliser pour la journée du 23 mars et démontrer un peu nos capacités de blocage de l'économie. Des ralentissements jusqu'à 12 km et une initiative couverte par France 3 et France 2. Opération réussie.

La veille les grévistes du bac se retrouvaient devant le rectorat au son de « Ni bac Blanquer, ni retraite de misère ! » Le lendemain on bloquait les voies d'accès aux deux gares de Montpellier en coordination avec les cheminotEs grévistes. Et la semaine précédente 200 militantEs bloquaient le dépôt de carburant de Frontignan (près de Sète), l'un des plus gros du sud de la France, à l'appel d'une intersyndicale départementale.

Combien de temps ?

Pour enthousiasmante qu'elle soit, la mobilisation ne se développe pas sans poser question. L'intersyndicale locale propose peu de choses entre les dates nationales. Les initiatives viennent de structures d'auto-organisation de la frange militante (AG éduc, AG interpro) numériquement faibles. Et les AG sur les lieux de travail restent peu fournies. La grève reconductible est réelle dans deux secteurs, l'éduc et les cheminots, mais y est très minoritaire. Or ce sont ces équipes qui portent les actions de blocage et les rendez-vous en dehors des dates de l'intersyndicale nationale. Les manif massives regonflent mais la fatigue se fait sentir pour les équipes militantes. Sans perspective de grève générale, combien de temps pourra-t-on tenir la « bordérisation » que permettent, avec succès pour l'instant au vu de l'isolement du pouvoir, les blocages, les manif massives et des grèves reconductibles sectorielles ?

La manif du jeudi 23 mars a regroupé 45 000 personnes et a vu la jeunesse massivement mobilisée. Le soir 1 000 étudiantEs se retrouvaient en AG à la fac de Lettres, Paul-Valéry. Un tournant dans la mobilisation ?

CorrespondantEs

L'Anticapitaliste
CONSTRUIRE LA GRÈVE ET GAGNER LE COMBAT POLITIQUE CONTRE MACRON

L'Anticapitaliste
la revue
Le n° 144 est disponible

Vous pouvez vous le procurer
en envoyant un chèque
de 4,50 euros à l'ordre de
NSPAC à : **L'Anticapitaliste**,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez
le formulaire page 12.

Réunions publiques**Dans le Tarn, on lâche rien!**

Le comité NPA du Tarn (81) a sollicité les citoyenEs, les organisations politiques et syndicales sans exclusive qui participent au mouvement à venir débattre sur la suite du mouvement. Le jeudi 23 mars, après la 9^e journée de mobilisation, s'est tenue une AG de lutte!

L'idée était de coorganiser l'évènement avec d'autres forces militantes pour élargir les débats sur les problématiques de pouvoir d'achat ou écologiques, par exemple. La France insoumise avait accepté la proposition.

Assemblée générale de lutte

Nous avons finalement mis la salle à disposition de l'AG de luttes, et 150 personnes ont participé à ce rendez-vous d'échanges avec des membres de l'intersyndicale (Solidaires, CGT, FSU), des représentantEs politiques locaux (LFI, PCF, EÉLV) ont aussi pris la parole. Présents aussi : FO, CFDT et PS. Notre porte-parole Pauline Salingue a dû renoncer au dernier moment à venir de Toulouse au vu du contexte très tendu l'après-midi.

On peut se féliciter d'avoir réuni autant de monde avec cette idée que la politique nous appartient et que le NPA est impliqué dans toutes les actions qui sont décidées localement. La politique se construit dans les assemblées et elle occupe la rue. La manifestation de l'après-midi avait rassemblé une foule considérable, presque 30 000 personnes de Castres à Albi. Les liens avec l'intersyndicale locale font débat même si l'UD CGT garde la main sur une partie de l'organisation des événements et que l'unité syndicale est une des priorités de celle-ci. À noter aussi des initiatives de blocage renouvelées dans plusieurs petites villes. Le NPA a insisté sur la nécessaire occupation de la rue par la mobilisation. L'interpellation du Conseil constitutionnel ou celle des éluEs ne suffisaient pas. Bloquer l'économie localement, décomplexer la population par rapport aux actions engagées dans un contexte qui se tend avec le gouvernement c'est aussi vers ça que nous devons aller pour gagner le rapport de force contre le pouvoir bourgeois. C'est toutes et tous ensemble que nous vaincrons! Vive la lutte des classes!

CorrespondantEs



NPA

Nantes : un meeting jeune et dynamique!

Mardi 21 mars, Philippe Poutou était à Nantes pour débattre de la situation politique et sociale et des perspectives à apporter. Environ 200 personnes sont venues assister au meeting quand, dans le même temps, avait lieu une manifestation aux flambeaux. Dans ce contexte l'ambiance de la réunion était très chaleureuse avec une forte présence de jeunes et beaucoup de nouvelles têtes.

Plusieurs intervenantEs ont précédé l'intervention de Philippe rappelant ainsi que toutes les luttes doivent converger. Tout d'abord les camarades de l'UCL sont revenus sur les liens qui unissent nos deux organisations, nos convergences politiques. Ensuite, ils ont présenté leur organisation ainsi que leurs interventions en général et, en particulier, dans le cadre de la mobilisation des retraités.

Résister face à la violence d'État

Nicolas a ensuite rappelé les enjeux écologiques et anticapitalistes autour de la lutte contre les mégabassines. Il a expliqué le fonctionnement de ces

dispositifs écocides qui reposent sur un accaparement de l'eau et qui sont destinés à protéger une agriculture intensive et productiviste.

Enfin Sandra est intervenue sur la menace que constitue l'extrême droite non seulement avec la résurgence des exactions fascistes dans la région et ailleurs mais aussi à travers l'imposture du RN dans la bataille contre la réforme des retraites.

Puis Philippe a introduit en évoquant la situation internationale en Iran, en Ukraine et en Palestine exprimant ainsi qu'en tant qu'internationalistes ces combats sont aussi les nôtres. Ensuite il est revenu sur la mobilisation contre la réforme des



NPA

retraites et notamment sur les enjeux politiques de la lutte, à savoir dégager Macron. Il a insisté sur la nécessité de s'organiser et abordé la question de la résistance légitime face à la violence d'État, y compris de manière radicale. La salle a par ailleurs rebondi sur ce sujet durant le débat. Débat qui

a été écourté en toute logique car les jeunes notamment voulaient rejoindre la manifestation encore en cours! Bref, un super meeting avec pas moins de 60 contacts qui donne la pêche pour continuer la lutte et gagner!

CorrespondantEs

Tours : Olivier Besancenot fait salle comble au centre de vie du Sanitas!

Tel est le titre de l'article de la Nouvelle République (le quotidien régional local) au lendemain du 22 mars. Nous étions en effet 250 ce mercredi soir pour prolonger notre détermination à ne rien lâcher face à Macron et son gouvernement.



NPA

argumenté pour démontrer qu'il y avait de multiples raisons d'être féministe aujourd'hui, à commencer par la lutte contre la réforme des retraites de Macron. Émilie (Sortir du nucléaire) a donné 6 grandes raisons de s'opposer au nucléaire et d'en sortir, au moment où le discours

dominant, y compris dans une certaine gauche, nous présente cette énergie comme la plus écologique et enfin, David (NPA), qui présentait le meeting, est intervenu sur la situation de l'Éducation nationale dans le cadre de la mobilisation sur les retraites et la politique menée

(et le scandale financier) dans les lycées professionnels et les CFA, visant à faire des jeunes de la « chair à patrons ».

Des interventions qui sont la démonstration de ce qu'on met sous le terme de convergences des luttes. Puis Olivier, comme d'habitude, a mouillé la chemise, avec une parole dynamique, pétante et mobilisatrice. Plus d'une dizaine de contacts ont été pris. Bref, un super meeting dont tout le monde est ressorti regonflé et plus que jamais motivé pour participer à la manif du lendemain, qui a vu défiler 15000 personnes dans les rues de Tours et dans laquelle le NPA a diffusé plus de 1000 tracts, vendu une dizaine de journaux et distribué des centaines d'autocollants. Plus que jamais... on ne lâche rien!

CorrespondantEs

**Merci Gaëlle, «c'était génial!»**

Cinq ans et demi que nous nous connaissons, et pourtant, c'est comme si tu avais toujours fait partie de la famille. Jamais encartée, toujours présente, tu as côtoyé des camarades de tous horizons dans les manifestations parisiennes où tu te rendais des années durant. Avec une affinité particulière pour la LCR puis le NPA.

On s'est rencontré en manif à l'automne 2017, contre la loi travail n°2 croient se souvenir ceux qui y étaient. Tu venais d'arriver à Caen, pour te rapprocher de ta famille, pour mettre de la distance avec une cheffe qui t'avait pourri la vie au travail. Et là, à l'aube de la retraite, tu t'étais dit : « militer pour de vrai? Pourquoi pas? » et avais timidement demandé à l'un

d'entre nous comment adhérer. Tu n'as pas été longue à faire ta place dans notre comité.

« Gaëlle, c'était comment la projection sur la Palestine? », « Gaëlle, ça s'est passé comment la diff à la cantine des cheminots? », « Gaëlle, ça a donné quoi la manif en défense du squat des migrants soudanais menacés d'expulsion? » — « c'était génial! Ça donnait trop la pêche! Et puis les jeunes, tu te rends compte, ils ont fait ça! J'en revenais pas! » Et nous aussi, avec toi, on n'en revenait pas. De temps en temps, un plus grincheux dans la bande tempérait ton enthousiasme — du genre à distinguer le décompte syndical et le décompte réel des manifestantEs, ou relever la subtile nuance entre appel à la grève « partout où c'est possible »

et appel à la grève tout court. Mais ton enthousiasme était toujours lucide. C'était celui d'une militante qui voyait des possibilités s'ouvrir, qui se félicitait de la détermination de ceux et celles qui luttent et brisent les logiques individualistes pour inventer collectivement. Ce genre d'enthousiasme sans lequel on ne parcourt pas comme toi le tiers des cantons du Calvados en quête de parrainages pour la présidentielle avec pas moins de six conducteurs et surtout conductrices différentes dont, prouesse dans la prouesse, deux n'étaient même pas sympathisantes du parti avant ça. Parce que tu avais le don de rayonner, jusqu'à convaincre qu'aller démarcher des maires dans la

campagne réactionnaire du Calvados pour porter les idées révolutionnaires, ça pouvait être une activité dominicale chouette! Peu avant ta retraite intervenue fin 2018, le rectorat de Caen, où tu travaillais, est entré dans un processus de fusion avec celui de Rouen. Pour tes collègues plus jeunes, l'horizon se bouchait d'un coup : déménager à Rouen? Accepter une mutation dans un service maintenu à Caen — mais pour combien de temps? Tout plaquer? Tu aurais pu laisser l'orage passer, il te restait trop peu de temps à faire pour avoir à trancher ce dilemme. Mais non. Tu as fait bloc avec ton service, avec celles et ceux qui refusaient de voir leur vie bouleversée par la logique comptable de la suppression des « postes en doublon ». La lutte n'a pas été complètement gagnée. Mais elle n'a pas été perdue non plus. Et lorsque tu as

quitté le rectorat, c'était fière de t'être battue avec des collègues que tu rencontrais par la suite avec plaisir. Et même d'autant plus de plaisir que tu étais débarrassée du travail. Faire un tour au marché, lire un bouquin au café du coin, marcher deux bornes pour rendre visite à ta mère : tu avais enfin le temps pour toi. Et pour militer ensemble aussi. Que de tractages, notamment sur le marché populaire d'Hérouville où tu commençais à devenir une figure familière! Que de collages, y compris pendant le confinement où il fallait semer les flics! Dans l'année écoulée, tu n'as pas ménagé tes efforts pour tenter d'éviter la scission de notre parti. Et sans toi, pas sûr qu'il y aurait eu une chorale pour célébrer les 150 ans de la Commune de Paris à Caen, chorale que tu as continué à animer jusqu'à aujourd'hui

pour faire résonner les chants révolutionnaires en manif ou sur des piquets de grève. « Meuh non », disais-tu il y a peu encore, « c'est pas moi qui ai eu l'idée! » — « Ben c'est pourtant toi qui es allée la proposer à l'occupation des intermittents du spectacle! » — « Ah ouais? Je m'en souvenais pas, tu vois... »

Tu étais trop modeste pour ça, Gaëlle. Trop modeste pour t'imaginer que, 24 heures après ta disparition, deux mille personnes nous écouteront dans un silence rare chanter pour toi La Semaine sanglante, avant de partir pour une énième manif contre la casse des retraites. La meilleure manière d'exorciser ton absence.

Au revoir, camarade. Tu seras toujours à nos côtés dans les batailles pour un monde meilleur, à ton image.
Les militantEs du NPA de Caen

Les Nôtres

MARS 1963 **La grève des mineurs fait céder de Gaulle**

« De Gaulle qui mettait son uniforme pour briser le putsch des militaires¹, qui infligeait des défaites cuisantes aux vieux partis bourgeois, qui répondait par des fins de non-recevoir aux Américains et aux Anglais, de Gaulle à qui seuls les Algériens avaient victorieusement tenu tête, a dû rentrer le décret de réquisition... et s'est bien gardé de faire le moindre appel aux mineurs par la télévision, sachant qu'il n'aurait pas eu plus de succès que des ministres. La volonté du pouvoir de "casser les syndicats"... a été mise en échec par la résistance unanime des mineurs ».²

Cinq ans après le coup d'État de 1958, la grève qui fait plier de Gaulle se produit à un moment charnière pour les mineurs dans l'économie et la société française.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, après avoir été les héros de la Résistance, dans un pays qui manque de tout, les mineurs ont été les acteurs honorés du redressement économique. Le charbon représente alors près de 90% de la consommation énergétique hors carburants. Il faut produire, coûte que coûte ! Les mines sont nationalisées³, et le statut⁴, la sécurité sociale minière — des acquis considérables — sont instaurés, et des dizaines de milliers d'embauches effectuées.

La puissance sociale des mineurs, notamment au travers de la CGT, va rapidement être attaquée par les décrets du socialiste Lacoste en 1948, qui opèrent un retour au régime social d'avant-guerre. La grève de riposte est réprimée violemment par le ministre de l'Intérieur socialiste Jules Moch qui envoie dans le nord de la France 60 000 policiers pendant 56 jours. Bilan : 6 morts, 3 000 condamnations et 6 000 licenciements.

Le lent déclin des mines débute dans les années 1950

L'augmentation de la productivité permise par la mécanisation des puits les plus rentables est considérable : le rendement au fond passe de 975 kg par homme-poste en 1948 à 1 700 kg dix ans plus tard ; les effectifs descendent de 330 000 à 230 000⁵. La production atteint son apogée, autour de 59 millions de tonnes par an, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, au moment même où est prise la décision de la ramener à 53 millions de tonnes pour 1965, et cela pour deux raisons. D'une part le choix politique et économique de recourir au pétrole et au nucléaire en remplacement du charbon produit en Europe⁶. En 1960, 30% de l'électricité est encore produite par le charbon, on tombe à 4% en 2002. La volonté d'éliminer le poids politique des mineurs s'est ajoutée au bas prix et à la plus grande flexibilité du pétrole. D'autre part, la volonté de De Gaulle de pousser au bout son projet de réorganisation de l'appareil industriel sur la base du rapport de forces établi après le coup d'État de 1958, avec une croissance de l'industrie manufacturière de 6,5% par an, nécessite de défaire les salariés : le nombre de grèves chute. Il s'estime indestructible, car il a gagné trois référendums de suite avec des scores de 75 à 90%⁷ et mis au pas l'Assemblée nationale sur la question de l'élection du président au suffrage universel, en gagnant le quatrième référendum du 28 octobre 1962 avec encore 62% de oui, et obtenant une majorité absolue à l'Assemblée nationale



Manifestation à Lens lors de la grève des mineurs, 1963. CENTRE HISTORIQUE MINIER

lors des législatives de novembre 1962⁸.

Mais à partir de 1960 des grèves ouvrières réapparaissent, alors que la situation est encore marquée par la guerre d'Algérie, avec les multiples attentats de l'OAS⁹ et des manifestations sanglantes, comme celles du 17 octobre 1961 (plus de 100 morts algériens) et du 8 février 1962 (9 morts au métro Charonne, toutEs membres de la CGT et 8 du PCF) provoquant le 15 février une manifestation de près d'1 million de personnes. La fin de la guerre d'Algérie lève cette pression. En 1963, la classe ouvrière entre à nouveau en action.

La grève est déclarée

Dans les mines la volonté d'en découdre s'amplifie de mois en mois, les conditions de travail s'aggravent, avec une recrudescence d'accidents mortels. Ce qui concentre la colère, c'est le niveau des salaires, inférieur de 11% à celui des autres secteurs. La pression monte. L'hiver est très rude, le plus froid du siècle¹⁰, et les responsables CGT estiment que la grève ne serait pas populaire alors qu'il gèle 40 jours durant à Paris. En janvier les abatteurs mènent une grève du rendement de 15 jours à l'appel de la CGT et de FO. Les tentatives de grève échouent, dans l'attente de la tenue d'une réunion syndicats et Charbonnages de France le 15 février, qui ne donne rien, la direction proposant une ridicule augmentation de 5,77% pour l'année¹¹.

La CGT propose alors une grève totale les 1^{er} et 2 mars suivie d'une grève du rendement

pendant 15 jours. FO et CFTC¹² décident de lancer une grève illimitée à partir du 1^{er} mars.

De Gaulle tente de réquisitionner les grévistes

De Gaulle, habitué à s'imposer, est intransigent, tout en restant en retrait, laissant son Premier ministre, Pompidou, en première ligne. Dès l'annonce de la grève, le jeudi 28 février, le décret de réquisition des cokeries¹³ est signé. À l'époque cette attaque contre la grève n'est possible qu'avec un décret pris en Conseil des ministres, fondé sur des textes relatifs à la défense nationale¹⁴ qui « a pour objet d'assurer en tout temps, en toutes circonstances et contre toutes les formes d'agression, la sécurité et l'intégrité du territoire, ainsi que la vie de la population »¹⁵.

Le vendredi 1^{er} mars, la grève est totale dans les houillères du Nord-Pas-de-Calais (où la CGT est la plus puissante), et en Lorraine (où la CFTC est très implantée), mais les agents des cokeries répondent à la réquisition. Est-ce pour cela qu'un second décret visant toute la profession est signé le samedi 2 mars et publié dans un *Journal officiel* exceptionnel le dimanche ?

Les mineurs refusent la réquisition

Le lundi 4 mars est jour chômé dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais où les communistes sont très forts. Ce sont donc les mineurs de Lorraine, région dans laquelle les votes gaullistes sont majoritaires, qui ont le sort de la grève entre leurs mains. C'en est trop pour eux : ils refusent à 96,3% la réquisition ! Pour la

La réquisition voulait jeter la panique et semer la division, elle a l'effet inverse, elle met le feu aux poudres

première fois depuis son retour au pouvoir, de Gaulle donne un ordre qui n'est pas respecté. À l'appel intersyndical de la CGT, la CFDT, la FEN et l'UNEF, une grève de 15 minutes pour protester contre l'atteinte au droit de grève est massivement suivie dans tout le pays. Le lendemain, le mardi 5 mars, les mineurs du Pas-de-Calais eux aussi refusent la réquisition et défilent en masse à Lens (30 000 manifestants). Les mineurs viennent de marquer un point capital. Ce sont maintenant 230 000 agents des Charbonnages (dont 2/3 travaillent au fond) qui ont défié de Gaulle, et le mouvement, s'il continue à exiger des augmentations de salaire, est en même temps pour la défense du droit de grève.

L'unité et la solidarité

La réquisition voulait jeter la panique et semer la division, elle a l'effet inverse, elle met le feu aux poudres, décuple la combativité, soude le mouvement, solidifie l'unité syndicale. La CGT se rallie au principe d'une grève illimitée, en convainquant FO et la CFTC favorables à une grève au fond de la mine, que la grève au jour est plus efficace pour mobiliser l'opinion publique. La solidarité qui va s'exprimer est

énorme et constitue le deuxième mur contre lequel le gouvernement, qui mise sur l'épuisement, va se heurter.

Dans les mines, avec le soutien des ingénieurs et de la CGC, fait rarissime dans le secteur. À l'extérieur, le congrès des maires de France désapprouve le décret de réquisition, l'évêque d'Arras se déclare concerné par cette grève. Et surtout dans tous les autres secteurs professionnels des grèves sont déclenchées : les gaziers de Lacq, les dockers refusent de décharger le charbon, à EDF-GDF¹⁶, chez les cheminots, les métallos, dans les hôpitaux, à la RATP, Air France, des débrayages se multiplient. Des manifestations sont organisées aux cris de « Pompidou à la mine », « Charlot des sous », associant parfois la population aux mineurs comme à Grenoble. Si les syndicats n'appellent pas à la généralisation des grèves, ne proposent pas un plan de combat pour toutes et tous¹⁷ qui poserait la question du gouvernement, ils organisent la solidarité matérielle, des collectes sont faites dans tout le pays, des fonds proviennent de l'étranger, les artistes s'y mettent. D'immenses quantités de vivres sont envoyées de tout le pays, 23 000 enfants sont accueillis pour les vacances de Pâques. Dès la fin du mois de mars, des sommes correspondant à plusieurs jours de salaires sont versées à tous les grévistes.

L'accord de fin de grève n'est pas à la hauteur

Au bout de trois semaines de grève, alors que les négociations entre les mineurs et la direction achoppent en particulier sur la question des congés payés, la quatrième semaine de congés payés est obtenue par les 500 000 travailleurs du textile et par les 750 000 métallos de la région parisienne : cette grève a transformé les rapports entre la classe ouvrière et les capitalistes. Après 38 jours de grève, un accord de compromis est signé le 2 avril qui prévoit une augmentation par étapes des salaires sur un an, les autres sujets restant en débat, il faudra attendre 3 mois de discussion pour la quatrième semaine de congés payés à tous les mineurs.

Ce n'est pas la victoire totale et, après plus d'un mois d'une âpre lutte, la reprise est difficile, car les résultats obtenus ne sont pas proportionnels au combat mené, les 11% ne sont pas immédiatement obtenus. Les assemblées réunies pour voter le retour au travail « furent animées, surtout dans le Nord-Pas-de-Calais ». Il faut attendre le 8 avril pour que tous les bassins soient au travail. L'avenir est en outre peu rassurant car le gouvernement a prouvé que la houille n'est plus indispensable au pays, et que la profession de mineur est destinée à disparaître.

Pourtant, c'est un ébranlement du pouvoir gaulliste. De la première grande épreuve de la lutte des classes depuis 1958, les travailleurs sortent plus forts. En 1965, de Gaulle ne sera pas élu au premier tour de la présidentielle, mis en ballottage par Mitterrand soutenu par le PCF¹⁸, le 10 janvier 1966 un accord d'unité syndicale CGT CFDT est signé, et 1968 n'est pas loin... **Patrick Le Moal**

1 – Putsch des généraux à Alger en avril 1961.
2 – Éditorial de *l'Internationale*, journal du PCI, section française de la Quatrième Internationale en avril 1963.

3 – Comme en Grande-Bretagne.
4 – Il prévoit entre quatre et cinq semaines de congés payés, assure au mineur pendant son activité et sa retraite le logement, le chauffage et d'autres prestations pour l'éducation, la formation. En 1960, le parc immobilier des charbonnages est de 110 000 logements.

5 – Par exemple dans le Nord-Pas-de-Calais, on passe de 115 fosses en 1948 à 73 en 1956, les effectifs de 145 000 à 95 000.

6 – La Communauté européenne du charbon et de l'acier, ancêtre de la CEE, regroupant l'Allemagne de l'Ouest, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Italie et la France, est entrée en vigueur en 1952.

7 – Celui du 28 septembre 1958 sur la Constitution de la 5^e République avec 79% de oui, celui du 8 janvier 1961 sur l'autodétermination en Algérie avec 75%, celui du 8 avril 1962 sur la fin de la guerre d'Algérie avec 90%.

8 – La motion de censure adoptée a provoqué en réaction la dissolution de l'Assemblée nationale.

9 – Organisation armée secrète, courant fasciste pour le maintien de l'Algérie française, dont les milliers d'attentats individuels et explosions aveugles tuèrent plus de 2 000 personnes en deux ans, surtout en Algérie.

10 – Il dure de novembre à mars, avec une période très dure du 12 janvier au 6 février : plusieurs jours à -20°C, 84 jours de gelée sous abri à Lyon, 20 cm de neige à Sète, -15°C à Toulouse le 2 février... 50 000 personnes sont victimes de cette vague de froid exceptionnelle.

11 – L'inflation a été de 4,8% en 1962, et oscille entre 6,2% et 3,3% durant les années qui précèdent.

12 – C'est une période de grande mutation de la CFTC, la génération de militants issus de 1936 et de la Résistance se désengage du syndicalisme chrétien, acte leur indépendance vis-à-vis du parti du « centre », le MRP, et de l'Église, élabore sur la planification démocratique, le « socialisme démocratique », toutes évolutions qui vont conduire à la création de la CFDT l'année suivante, en 1964.

13 – Le coke est un combustible riche en carbone, plus pur que la houille, utilisé dans les hauts fourneaux et la fonderie.

14 – Textes introduits en 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, complétés en 1959, juste après le coup d'État de 1958.

15 – Aujourd'hui, ce droit de réquisition a été facilité. Lors de l'adoption de la loi de 2003 de « sécurité intérieure » qui débattait de la délinquance et de la criminalité, le gouvernement a introduit subrepticement dans le code général des collectivités territoriales la possibilité pour le préfet d'y recourir en cas d'urgence et d'atteinte au « bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité, à la sécurité publique », notions bien plus étendues que celles applicables en 1963.

16 – Électricité et Gaz de France.

17 – Le PCI propose l'échelle mobile des salaires, la semaine de 40 heures pour aller vers 35 heures, un mois de congés payés, pas d'armes nucléaires en France et l'élection d'une Assemblée constituante pour un gouvernement des partis ouvriers et des syndicats.

18 – SFIO et PCF avaient fait un accord de désistement aux législatives précédentes.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Lundi : 14 h – 20 h, mardi
au samedi : 12 h – 20 h

NOUS VOUS ACCUSONS... « La mobilisation lors de la semaine du 7 avril, journée mondiale de la santé, est un premier moment pour arrêter la casse de notre système de santé »

Entretien. À l'initiative de Notre santé en danger, une tribune « Nous vous accusons » est signée par une quarantaine d'organisations¹. **Françoise Nay** est co-animatrice de Notre santé en danger qui, depuis 2011, regroupe syndicats, associations, collectifs de citoyenEs et d'usagerEs, mutuelles et forces politiques, et fait partie du réseau européen contre la marchandisation et la privatisation de la santé. Elle revient sur les enjeux des mobilisations autour du 7 avril, journée mondiale de la santé, et du Tribunal des politiques qui cassent la santé, le 6 avril à 18h, à la Bourse du travail, salle Hénaff et sur les réseaux sociaux avec Daniel Mermet et Patrick Pelloux.

La santé en danger ?

Notre système de santé est aujourd'hui au bord du gouffre. Sa dégradation continue touche tous les secteurs : la ville, l'hôpital public, les maternités, les urgences, la psychiatrie, les Ehpad. Les déserts sanitaires sont partout ; 600 000 personnes en affection de longue durée n'ont pas de médecin traitant ; les dépassements d'honoraires ont explosé à 3 milliards d'euros ; 30 % de personnes reportent leurs soins. Malgré les alertes des professionnelEs de santé, la crise s'aggrave comme l'a vu pendant le covid. Faute de changement de politique, le point de rupture approche. L'appel et la mobilisation lors de la semaine du 7 avril, journée mondiale de la santé, sont un premier moment pour réfléchir ensemble, personnelEs mais aussi usagerEs, se rassembler pour arrêter le rouleau compresseur qui casse notre système de santé, et proposer des alternatives.

D'autant que leurs rustines aggravent le mal ! Comme la loi Rist, qui veut appliquer dès le 4 avril le plafonnement du tarif des gardes de 24 h à 1167 euros... dans le public, mais pas dans le privé. Avec l'austérité sans fin, beaucoup d'hôpitaux en manque de personnelEs ne fonctionnent qu'avec des intérimaires, notamment dans les secteurs critiques — réanimation ou anesthésie — ou les week-end. Certains médecins ou professionnelEs de santé profitent des conséquences de l'austérité... pour se vendre très cher. Sans eux, les blocs s'arrêtent ! La loi Rist met la charrie avant les bœufs. Il faudrait avant tout mieux payer tous les personnelEs pour les attirer de nouveau dans le public. Cette politique va accélérer la fuite vers le privé, qui mine tous les services, et mettre en péril le fonctionnement de 107 services dans 69 hôpitaux ! Malgré l'alerte des directeurs, le gouvernement persiste. Car sa profonde volonté, c'est de fermer. Le rapport Ville sur les maternités le prouve. De grands patrons de service, des hommes, qui pratiquent des dépassements d'honoraires dans le public, avec des accouchements à 2000 euros et des échographies à 300 euros, disposent de la vie des femmes et proposent de fermer plus d'une centaine de maternités de proximité qui font moins de 1000 accouchements par an. Le motif invoqué ? La sécurité. Alors que ce qui est en cause, c'est l'incapacité de donner les moyens de bien fonctionner aux hôpitaux et aux maternités, par manque de sages-femmes, de médecins. Alors ils cherchent à regrouper les accouchements dans des usines à soins. Depuis 30 ans, 40 % des maternités ont déjà fermé, passant de 800 à 450. Ils veulent en fermer 110 de plus ! Sécurité ? Le gouvernement dit, on enverra le Smur (Service mobile d'urgence et de réanimation), mais

des lignes de celui-ci sont supprimées ou ne fonctionnent pas 24/24h. Une heure trente de route et le Smur qui dysfonctionne, on va voir se multiplier les accouchements inopinés au bord de la route ou dans un camion de pompier. On fera venir les femmes dans des chambres d'hôtel à 150 km de chez elles, dit le rapport. On augmentera sûrement les déclenchements, avec le risque que cela se passe mal et de multiplier les césariennes. De fausses solutions, génératrices d'angoisse pour les femmes, de déshumanisation de ce moment important qu'est l'accouchement. On marche sur la tête, avec un système de financement qui fait qu'une césarienne rapporte plus qu'un accouchement qui se passe bien. Alors que la mortalité néonatale repart à la hausse, notamment faute de dépistage ou de suivi des hypertensions ou du diabète gestationnel, on éloigne encore les maternités des femmes, alors que jusque-là les professionnelEs préconisaient un temps d'accès maximum de 45 minutes.

Tout cela au nom de la rentabilité ?

On ne part plus des besoins mais de ce qui est possible rentable avec la T2A ou tarification à l'activité, pour n'avoir plus qu'un ou deux hôpitaux par département. Les budgets votés dans le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) sont inférieurs aux besoins depuis des années, notamment pour l'hôpital public. La variable d'ajustement, ce sont les investissements, mais surtout le personnel, jusqu'à 65 % des budgets. Conséquence : des salaires très bas dans un secteur très féminisé, des non-remplacements, 20 % des lits fermés parce que les personnelEs fuient. Cela amène une perte de sens au travail, une non-reconnaissance professionnelle : un jour en cardio, le lendemain en urologie, on n'est que des bouche-trous dans les plannings, des pions qu'on déplace. La notion d'équipe, si importante pour la qualité des soins, l'entraide, les relations avec les patientEs, est détruite. On travaille à flux tendu ou en mode dégradé : on ne donne pas les soins nécessaires, mais les soins possibles, le contraire de l'éthique du soignant. Cela casse le relationnel avec les patientEs, comme en gériatrie où on doit distribuer à toute vitesse les médicaments à 30 patientEs, l'important pour l'encadrement étant de cocher les traitements dans l'ordinateur. Plus de temps pour parler, expliquer, rassurer. Le covid a constitué une charge émotionnelle importante : les décès, des soignantEs ou leurs proches malades, pas de protection, des masques au compte-goutte, les mensonges du gouvernement. Et les politiques ne changent toujours pas, avec plus de 4 000 lits supprimés l'an passé.

Alors la santé en état d'urgence ?

Il faudrait un vrai plan d'urgence pour un accès aux soins et un accompagnement social pour toutEs sur tout le territoire. Notre appel liste plus de 17 propositions, par exemple la suppression des dépassements, un 100 % Sécu, un service public de premier recours avec des centres de santé pluriprofessionnels, des embauches, des réouvertures de lits selon les besoins définis par les professionnelEs, les usagerEs, un plan de formation et de recrutement, la sortie de la gestion comptable et un financement au niveau des besoins, alors que depuis Sarkozy l'hôpital fonctionne comme une entreprise. Cela passe par des budgets plus importants pour faire face à la crise de la démographie médicale à l'hôpital, en médecine de ville ou de spécialité (pour les orthophonistes par exemple, le délai d'attente est de deux ans), à l'endettement hospitalier (à hauteur de 30 milliards d'euros que l'hôpital doit payer). Enfin, Macron a remplacé le numerus clausus par Parcoursup et les pénuries universitaires. Résultat peu de médecins formés en plus.

Face à la gestion comptable, nous voulons en santé la démocratie sanitaire ! Pas des ARS qui font des pseudo réunions avec des invitéEs triés sur le volet. Les usagerEs sont très rarement écoutés. Le comité de défense de la maternité de Guingamp n'a pas été reçu par l'ARS. Tout un symbole ! De même à l'hôpital, la décision revient à la direction et pas aux équipes. Alors qu'on avait goûté à un peu plus de collégialité lors de la première vague covid, c'est reparti à l'ancienne, à « l'anormal ».

Retraite, santé, même combat ?

Retraites, santé : le combat est le même. Défendre la protection sociale fondée sur les cotisations — retraites et assurance maladie — contre la marchandisation de la santé, la déshumanisation des soins, la

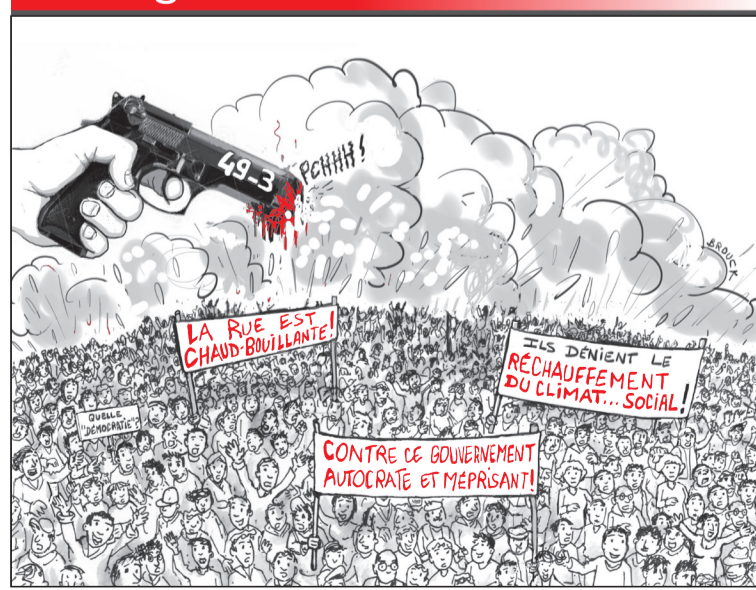
start-up médecine, la médecine « à la Doctolib ». Et ne pas partir trop tard. Défendre le système de soin, face à l'inégalité d'accès, financière, géographique, culturelle, sociale, multipliée par l'austérité. Pour une retraite en bonne santé ! On voit bien les difficultés de mobilisation à l'hôpital, les réquisitions, le burn-out, l'impossibilité d'abandonner les patientEs. Pourtant les possibilités existent. La défense de la maternité de Carhaix en Bretagne a rassemblé 5000 personnes, la fermeture des urgences de l'hôpital de Gray (70) plus d'un millier, alors que la clinique Mathilde à Rouen était en grève reconductible sur les salaires et les embauches. L'ambition de cet appel, très unitaire, qui rassemble syndicats, usagerEs, associations, c'est de montrer que les questions de santé concernent tout le monde et nécessitent la mobilisation de toutes et tous. Après le procès du 6 avril et la journée mondiale de la santé du 7, nous serons à Lure le 13 mai prochain pour défendre les services publics, et déjà se profile l'exigence d'une mobilisation massive et unitaire contre le PLFSS à l'automne, pour faire sauter le verrou de l'austérité en santé.

Propos recueillis par Frank Prouhet

1 - Dont la FSU, Solidaires, la CGT Santé, le Syndicat de la médecine générale, l'Union syndicale de la psychiatrie, la Cadac, l'Association des médecins urgentistes, le collectif Inter-hôpitaux, la fédération des orthophonistes, la coordination des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, des partis dont le PCF, EÉLV, LFI et, bien sûr, le NPA... À lire sur : <https://www.humanite.fr/en-debat/sante/nous-vous-accusons-786046>



L'image de la semaine



Vu ailleurs

CRISE BANCAIRE : LA FUITE EN AVANT DES BANQUES CENTRALES. Une sorte de sidération a saisi les mondes politique et financier. Tout va si vite. En douze jours à peine, quatre banques, SVB, Crédit Suisse, Silvergate et Signature Bank ont fait faillite, et deux autres, First Republic et PacWest Bancorp, chancellent. La confiance dans le système bancaire semble s'être évaporée d'un coup. Et le mot de « crise » a refait surface.

Les milliards se sont mis à nouveau à pleuvoir en masse. Les banques centrales et les gouvernements ont renoué avec la méthode qui leur semble la plus simple, la plus directe et la plus efficace pour endiguer la contagion : l'argent magique. Mais seulement pour le monde financier.

En moins de dix jours, la Fed a débloqué plus de 300 milliards de dollars afin d'assurer la liquidité du système bancaire. La Banque centrale suisse a accordé de son côté 100 milliards de francs suisses pour venir en appui du sauvetage de Crédit Suisse par UBS. Les grandes banques centrales occidentales (Europe, Suisse, Canada, Japon) ont noué avec la Réserve fédérale un accord de swaps (échanges) pour assurer la liquidité en dollars du système financier international. Un dispositif qui s'était révélé essentiel lors de la crise de 2008.

En annonçant une nouvelle hausse des taux de 0,25 % le 22 mars, le président de la Fed a soutenu, comme l'avait fait la présidente de la BCE, Christine Lagarde, la semaine précédente, que la Banque centrale américaine a les moyens de poursuivre deux politiques à la fois : d'un côté, combattre l'inflation, en resserrant sa politique monétaire, en augmentant ses taux, en acceptant d'en faire payer le prix à l'économie réelle, quel qu'en soit le coût ; de l'autre, continuer « avec d'autres outils » à voler au secours des banques et du système financier, en leur distribuant par derrière tout l'argent dont ils ont besoin. [...] Le problème est que cet argent magique ne sert qu'aux banques et au système financier [...].

Martine Orange, « Crise bancaire : la fuite en avant des banques centrales », *Mediapart*, 24 mars 2023.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 70 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 30 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 120 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert <input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €			

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.lanticapitaliste.org